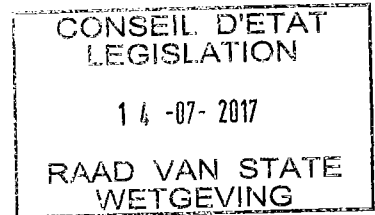


61889/36R

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Amendement au Protocole de Montréal à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016



Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique.

L'amendement au Protocole de Montréal à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

Le Ministre-Président,



Paul MAGNETTE

Le Ministre du Climat,

Christophe LACROIX

Le Ministre de l'Environnement,

Carlo DI ANTONIO

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Amendement au Protocole de Montréal à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016

EXPOSE DES MOTIFS

INTRODUCTION

L'avant-projet de décret en annexe vise à l'assentiment du Parlement de Wallonie à l'Amendement de Kigali, adopté en octobre 2016.

Les pays qui ratifient l'Amendement Kigali s'engagent à réduire de plus de 80% la production et la consommation des hydrofluorocarbures au cours des 30 prochaines années. La réduction de ces hydrofluorocarbures devrait éviter un réchauffement de 0,5°C d'ici la fin du siècle, tout en continuant à protéger la couche d'ozone.

L'Amendement de Kigali entrera en principe en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

L'Amendement de Kigali est un traité mixte relevant des compétences de l'Etat fédéral et des trois régions. Toutes les entités concernées doivent donc avoir préalablement porté assentiment à l'accord pour que la Belgique puisse le ratifier.

Avant de procéder à la discussion article par article de l'accord proprement dit (chapitre II), de préciser en quoi il s'agit d'un traité mixte (chapitre III) et d'expliquer l'importance et les effets de cet Amendement de Kigali pour la Wallonie (chapitres IV et V), il convient de rappeler le contexte dans lequel celui-ci a été adopté (chapitre I).

CHAPITRE I - CONTEXTE DE L'AMENDEMENT DE KIGALI

Section 1 - La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone

La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (ci-après la « Convention ») est une Convention-cadre dont les objectifs sont :

- de promouvoir la coopération des Parties par des moyens d'observations systématiques, de recherche et d'échange d'informations sur les effets des activités humaines sur la couche d'ozone ;
- d'adopter des mesures législatives ou administratives contre les activités qui peuvent avoir des effets indésirables sur la couche d'ozone.

La Convention a été adoptée le 22 mars 1985 et est aujourd'hui ratifiée par 197 Parties (ratification universelle). Elle instaure une Conférence des Parties, assistée d'un secrétariat, chargée d'adopter le cadre institutionnel nécessaire aux évolutions ultérieures du dispositif, en fonction des résultats des recherches scientifiques menées sur la couche d'ozone.

La Convention, en tant que convention-cadre, ne détermine pas d'actions concrètes à prendre par ses Parties pour contrôler les substances qui appauvrissent la couche

d'ozone (SAO). Ces objectifs plus précis seront développés dans son Protocole (voir ci-dessous).

Section 2 - Le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Les efforts visant à négocier des obligations contraignantes sur les substances appauvrissant la couche d'ozone ont abouti, le 16 septembre 1987, à l'adoption du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (ci-après « le Protocole de Montréal »).

Le Protocole de Montréal a introduit des mesures de contrôle applicables à dix groupes de substances dont il impose une réduction programmée de la consommation et de la production en prenant pour base de stabilisation le niveau de consommation d'une année précise ou la moyenne sur quelques années - selon le groupe de substances - et sur cette base, des réductions planifiées sur plusieurs années dans les pays industrialisés (Parties non visées par l'article 5).

Des mesures transitoires ont été définies afin de permettre une certaine souplesse dans leur application : les réductions à engager portent sur le niveau global des substances réglementées, ce qui permet une certaine latitude dans la ventilation entre les différents secteurs concernés. Par ailleurs, des dépassements sont autorisés en fonction de « besoins intérieurs fondamentaux » ou « d'efforts de rationalisation industrielle ».

Les pays en développement (Parties visées à l'article 5) bénéficient d'un traitement particulier (calendrier et niveaux de réduction) en fonction de leur situation pour leur permettre de répondre à leurs besoins de développement.

Le Protocole de Montréal constitue un instrument évolutif puisqu'il prévoit des adaptations en fonction du niveau de connaissances scientifiques et de l'état de dégradation de la couche d'ozone. Il a donc fait l'objet d'amendements et d'ajustements.

Depuis 1987, plusieurs amendements et ajustements au Protocole de Montréal ont été adoptés. Ceux-ci ajoutent des nouvelles obligations, d'autres substances et renforcent les programmes de contrôle.

Aujourd'hui le Protocole de Montréal ainsi que ses quatre amendements ont été ratifiés par l'ensemble des 197 Parties à la Convention.

Section 3 - L'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal

Les mesures mises en place par le Protocole de Montréal et ses quatre premiers amendement ont connu des résultats extrêmement satisfaisants puisqu'elles ont permis d'éliminer près de 99% de près de 100 substances appauvrissant la couche d'ozone, limitant ainsi les impacts négatifs sur les cancers de la peau, l'agriculture, les animaux, les forêts, la vie marine, les écosystèmes naturels et les matériaux. Grâce aux efforts accomplis, la couche d'ozone est sur la bonne voie pour se reconstituer d'ici le milieu du siècle.

Néanmoins, en remplacement des chlorofluorocarbones (CFC) et hydrochlorofluorocarbones (HCFC), principaux responsables des atteintes portées à la couche d'ozone, l'industrie a développé de nouvelles molécules, les hydrofluorocarbones (HFC). Ces derniers sont essentiellement utilisés dans les secteurs de la réfrigération et de la climatisation, des aérosols, de la protection contre l'incendie et des mousses isolantes.

Si les HFC épargnent la couche d'ozone, ils sont cependant de puissants Gaz à Effet de Serre (GES). Ils présentent en effet un Potentiel de Réchauffement Global (PRP ou GWP - Global Warming Potential) de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de fois celui du CO₂. L'exemple ultime étant le HFC-23 qui a un PRG de 14.800 fois celui du CO₂.

En œuvrant pour la protection de la couche d'ozone, le Protocole de Montréal a donc eu pour effet pervers de mener au développement de nouvelles substances aggravant l'effet de serre et le réchauffement climatique.

Ainsi, ces dernières années, l'utilisation des HFC dans le monde a connu une très forte croissance. Au sein de l'Union européenne, les gaz fluorés représentent près de 3% des émissions de GES répartis comme suit : 74% pour la réfrigération, climatisation et chauffage, 3% pour les mousses, 6% pour les aérosols, 2 % pour l'extinction de feux et 15% dans les semi-conducteurs et d'autres utilisations.

Dès 2010, certains Etats ont exprimé la volonté de prendre en compte l'impact de la mise en œuvre du Protocole de Montréal sur le réchauffement climatique. Au fil des années, les développements technologiques, tant des substances fluorées que d'autres technologies plus anciennes recourant au CO₂, à l'ammoniac ou à d'autres hydrocarbures non fluorés, ont permis d'envisager des mesures visant à réduire les utilisations des substances les plus nuisibles pour l'ozone et le climat.

Le 15 octobre 2016, à l'occasion de la 28^{ème} Réunion des Parties au Protocole de Montréal qui s'est tenue à Kigali, les discussions ont finalement mené à l'adoption du 5^{ème} amendement au Protocole (ci-après « l'Amendement de Kigali »), par lequel les Parties confirment leur volonté de réduire progressivement leur consommation et leur production de HFC.

En exécution de l'Amendement de Kigali, tous les pays devraient avoir limité leur consommation de HFC à l'horizon 2048 à un niveau de 15 à 20% de ce qu'elle est actuellement. Juridiquement contraignant, le calendrier pourra être revu ou accéléré pour tous les pays au regard des progrès technologiques.

Ce sont environ 72 milliards de tonnes équivalent CO₂ d'émissions qui devraient ainsi être évitées d'ici à 2050.

CHAPITRE II - DISCUSSION ARTICLE PAR ARTICLE

L'Amendement de Kigali comporte 5 articles (I à V). Il ne comprend pas d'annexe.

Article I : Amendement

L'article I constitue l'amendement en tant que tel car c'est en son sein que sont compilées les modifications apportées au Protocole de Montréal. Ne seront développées ci-dessous que les modifications de fond apportées au Protocole, les autres dispositions de l'article I ne faisant essentiellement qu'harmoniser le Protocole sur la forme suite aux modifications apportées par l'Amendement de Kigali.

Article 2J : Hydrofluocarbones

L'Amendement de Kigali intègre un nouvel article 2J dans le Protocole de Montréal qui définit le calendrier de réduction des HFC et des niveaux maximum de production ou de consommation ainsi que le calcul des niveaux de référence.

Ces niveaux de référence sont calculés sur la base des chiffres de consommation d'une fourchette d'années (voir tableau en fin de chapitre).

L'article 2J impose également la destruction du HFC-23 (CHF₃) lorsqu'il est généré comme sous-produit de la production d'autres gaz couverts par le Protocole de Montréal (HCFC et HFC confondus).

Article 3 : Calcul des niveaux des substances réglementées

Le point 1 de l'article 3 modifie les règles qui s'appliquent au calcul des niveaux des substances réglementées et, pour ce qui concerne les émissions de HFC-23, en incluant, notamment, les émissions provenant de fuites éventuelles des équipements, des conduites d'évacuation et des dispositifs de destruction.

Le point 2 de l'article 3 spécifie que pour chaque substance contrôlée ayant un impact sur le réchauffement planétaire correspond un PRG (Potentiel de Réchauffement Global) qui doit être utilisé pour le calcul des niveaux.

Article 4 : Réglementation des échanges commerciaux avec les Etats non-Parties au Protocole

L'article 4 est adapté pour interdire l'importation ou l'exportation des HFC avec les Etats qui ne sont pas Parties au Protocole de Montréal. Il impose aussi de mettre en œuvre un système de licences d'import ou d'export des substances visées, qu'elles soient nouvelles, utilisées, recyclées ou régénérées.

Article 5 : Situation particulière des pays en développement

L'article 5 du Protocole de Montréal concerne les pays en voie de développement et prévoit dans leur chef des mesures d'assouplissement telles qu'un calendrier et des niveaux de réduction adaptés, en distinguant certains pays dont les conditions climatiques spécifiques peuvent justifier une souplesse accrue. L'Amendement de Kigali intègre dans cet article les flexibilités prévues pour les HFC (voir tableau en fin de chapitre).

Article 7 : Communication des données

L'Amendement de Kigali adapte également l'article 7 du Protocole de Montréal qui organise le rapportage de données permettant le suivi de la mise en œuvre, afin d'y inclure le rapportage relatif aux HFC.

Article 10 : Mécanisme financier

L'Amendement de Kigali spécifie que les financements mobilisés au profit des pays en développement pour la mise en œuvre du Protocole au travers d'autres sources

de financement que le Fonds multilatéral du Protocole de Montréal seront déduits des montants accessibles ou obtenus au travers de ce dernier.

Annexes A et C : Substances réglementées

Les Annexes A et C se voient adjoindre une colonne relative au potentiel de réchauffement global (en équivalent CO₂) pour les CFC et HCFC afin de permettre les calculs prévus à l'article 3 du Protocole.

Annexe F : Substances réglementées

Finalement, les annexes se voient ajouter une nouvelle annexe F qui contient la liste des HFC, ainsi que leur PRP (GWP).

Article II : Relations avec l'Amendement de 1999

L'article II impose d'être Partie à l'Amendement de Pékin de 1999 pour pouvoir ratifier l'Amendement de Kigali. Chaque nouvel amendement au Protocole de Montréal comporte une clause identique par rapport à l'amendement précédent. Cela implique indirectement que pour devenir Partie à l'Amendement de Kigali il faut avoir ratifié tous les amendements précédents (qui ont, pour rappel, tous reçu une ratification universelle).

Article III : Relations avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto y relatif

L'article III spécifie que la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali n'a pas pour effet d'exclure les HFC des mesures à prendre en exécution de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et son Protocole de Kyoto.

Article IV : Entrée en vigueur

L'Amendement de Kigali entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019, à condition que 20 Parties aient déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. À défaut, l'Amendement entrera en vigueur le nonantième jour suivant la date de la vingtième ratification.

Ce principe connaît une exception : les dispositions relatives aux échanges commerciaux avec les Etats non Parties entreront quant à elles en vigueur le 1^{er} janvier 2033, pour autant que 70 Parties aient ratifié l'Amendement (à défaut, elles entreront en vigueur le nonantième jour suivant la septantième ratification).

Article V : Application provisoire

Avant l'entrée en vigueur de l'Amendement de Kigali, les Etats peuvent déclarer qu'ils appliqueront à titre provisoire toute mesure de réglementation de l'article 2J et qu'ils s'acquitteront de l'obligation correspondante de communication des données. L'Etat concerné se comportera alors comme si les dispositions sur lesquelles porte sa déclaration étaient déjà en vigueur à son égard.

Les objectifs de l'Amendement de Kigali peuvent être synthétisés comme suit :

	Parties Art. 5 (pays en développement) Groupe 1	Parties Art. 5 (pays en développement) Groupe 2	Parties non Art. 5 (pays industrialisés)	Bielorussie, Fédération de Russie, Kazakhstan

							L'Amendement de Kigali	
Formule des niveaux de référence	Consommation moyenne de HFC de 2020-2022 + 65% du niveau de référence des HCFC		Consommation moyenne de HFC de 2024-2026 + 65% du niveau de référence des HCFC		Consommation moyenne de HFC de 2011-2013 + 15% du niveau de référence des HCFC		Consommation moyenne de HFC de 2011-2013 + 25% du niveau de référence des HCFC	
Gel (frezze)	2024	100%	2028	100%	-		-	
1 ^{ère} étape	2029	-10%	2032	-10%	2019	-10%	2020	-5%
2 ^{ème} étape	2035	-30%	2037	-20%	2024	-40%	2025	-35%
3 ^{ème} étape	2040	-50%	2042	-30%	2029	-70%	2029	-70%
4 ^{ème} étape	-	-	-		2034	-80%	2034	-80%
Plateau	2045	-80%	2047	-85%	2036	-85%	2036	-85%

CHAPITRE III - CARACTERE MIXTE

L'Amendement de Kigali est un traité mixte. Il relève principalement de la compétence de l'Etat fédéral mais les compétences des trois Régions sont également visées. En effet, l'article 2J de l'amendement concerne la production de HFC, ainsi que la destruction de HFC-23, lesquelles font partie des compétences régionales. Lors de sa réunion du 16 février 2017, le Groupe de Travail « Traités Mixtes » (GTTM), l'organe consultatif de la Conférence interministérielle de politique étrangère (CIPE), a constaté le caractère mixte de l'Amendement de Kigali (Etat fédéral/régions).

Toutes les entités concernées doivent donc avoir préalablement porté assentiment à l'Amendement pour que la Belgique puisse le ratifier.

Concernant les compétences régionales, on peut se référer à l'article 6, §1^{er}, II, 1° de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, qui attribue aux régions la protection de l'environnement, notamment celle de l'air contre la pollution et les agressions.

CHAPITRE IV - IMPORTANCE POUR LA RÉGION WALLONNE

Contexte belge :

Etant donné le caractère mixte de l'Amendement de Kigali, l'assentiment de la Région wallonne, comme celui des autres entités concernées, est nécessaire pour permettre sa ratification par la Belgique.

Contexte européen :

L'Union européenne (UE) a également déclaré sa volonté de ratifier rapidement l'Amendement de Kigali. Elle a d'ailleurs déjà présenté son projet de ratification, à l'occasion de la WPE (Working Party of the Environment) du Conseil de l'UE qui s'est tenue le 17 février 2017 (projet 2017/0016/NLE). Le projet devrait rapidement être soumis au Parlement européen.

Contexte international :

L'Amendement de Kigali devrait rapidement entrer en vigueur puisque seulement 20 ratifications sont requises pour qu'il puisse entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Actuellement 4 Etats ont déjà déposé leur instrument de ratification.

Nouvelles technologies :

Les Parties qui déploient de nouvelles technologies dans le cadre de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali auront un avantage compétitif sur le marché mondial. Les technologies de remplacement sont souvent d'un bon rapport coût-efficacité et conduisent à des améliorations de la qualité des produits finaux, y compris sur le plan de l'efficacité énergétique. Une participation précoce de la Belgique à l'Amendement de Kigali lui permettra de se positionner à la pointe lors de l'émergence de ces technologies.

Répercussions climatiques :

Dans le contexte des engagements pris à la suite de la ratification de l'Accord de Paris sur le climat (contenir l'élévation de la température de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels), l'Amendement de Kigali est amené à jouer un rôle déterminant afin d'atteindre les objectifs fixés. En effet, en exécution de cet Amendement, la diminution progressive de la production et consommation de HFC devrait mener à une limitation du réchauffement allant jusqu'à 0,5 °C d'ici à la fin du siècle.

CHAPITRE V. EFFETS POUR LA REGION WALLONNE

Section 1 - Répercussion sur la réglementation régionale

Les mesures visées par l'Amendement de Kigali sont déjà couvertes par la réglementation de l'UE.

Ainsi, le règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 (ci-après « règlement (UE) 517/2014 »), contient des objectifs plus ambitieux que ceux de l'Amendement de Kigali, au moins jusque 2030. Le calendrier européen de réduction au-delà de 2030 doit être déterminé sur la base d'un examen à partir de 2022, conformément à l'article 21.2 du règlement (UE) 517/2014.

Ce règlement met en place deux approches en vue d'une réduction des émissions de HFC :

- empêcher les fuites de gaz dans l'atmosphère (certification de techniciens, vérifications régulières des installations et équipements, étiquetage, ...) ;
- contrôler la mise sur le marché (quotas, restrictions ou interdictions de mise sur le marché ou de certaines utilisations, ...) encourageant ainsi le recours à des technologies propres modernes et efficaces.

Le règlement (UE) 517/2014 est directement applicable en Belgique et en Région wallonne. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, aucune adaptation spécifique du droit régional n'est nécessaire.

De manière plus générale, le Code wallon de l'Environnement ainsi que plusieurs arrêtés sont actuellement en cours de révision afin de mettre en œuvre de manière

complète le règlement (UE) 517/2014. Cette révision est prioritaire car la Région wallonne risque actuellement de recevoir une mise en demeure de la Commission européenne.

En outre, la Plan air climat énergie (PACE) de la Région wallonne 2016-2022 comporte déjà une série de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre fluorés.

Section 2 - Implications budgétaires

1. Mise en œuvre des objectifs de l'Amendement de Kigali

L'assentiment par la Région wallonne n'aura pas d'implication budgétaire directe en ce qui la concerne car le Règlement (UE) 517/2014 impose déjà des mesures plus ambitieuses.

2. Contribution à la Convention de Vienne et au Protocole de Montréal

La Région wallonne contribue déjà financièrement à la Convention de Vienne et au Protocole de Montréal. Cette participation correspond à 33% de la contribution belge, conformément à l'article 4 du Protocole financier du 4 octobre 2002 à l'accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la politique internationale de l'environnement. En 2017, la contribution de la Région wallonne à la Convention de Vienne s'élevait à 1.300,85 euros et à 10.758,93 euros au Protocole de Montréal.

Il n'est pas prévu que ces contributions augmentent suite à l'entrée en vigueur du Protocole de Kigali.

Par contre, des implications sur les montants des contributions de la Belgique au Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du protocole de Montréal sont prévues. Cependant, cette contribution ne concerne que l'Autorité fédérale. En effet, l'article 10 du Protocole de Montréal établit un mécanisme de financement destiné à aider les Parties visées à l'article 5, par le biais de la coopération financière et technique, notamment sur le plan du transfert de technologie, à respecter leurs obligations au titre du Protocole. Ce mécanisme comprend le Fonds multilatéral qui, entre autres, prend en charge les surcoûts convenus de ces Parties. En tant que mécanisme de coopération pris en charge par l'Autorité fédérale, ces contributions supplémentaires ne sont pas développées dans cet exposé des motifs (il est renvoyé, pour plus d'informations, à l'exposé des motifs de la loi d'assentiment au Protocole de Kigali).

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE DU PROJET DE DÉCRET

Article unique.

L'article unique prévoit que l'Amendement de Kigali sortira son plein et entier effet.

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Reference: C.N.872.2016.TREATIES-XXVII.2.f (Depositary Notification)

MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT DEplete THE OZONE
LAYER. MONTREAL, 16 SEPTEMBER 1987

AMENDMENT TO THE MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT
DEplete THE OZONE LAYER

KIGALI, 15 OCTOBER 2016

ADOPTION OF AMENDMENT

The Secretary-General of the United Nations, acting in his capacity as depositary,
communicates the following:

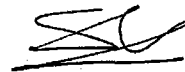
At the Twenty-Eighth Meeting of the Parties to the above Protocol, held in Kigali
from 10 to 15 October 2016, the Parties adopted, in accordance with the procedure laid down in
paragraph 4 of article 9 of the 1985 Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer, a further
amendment to the Montreal Protocol as set out in Annex I to the report of the Twenty-Eighth Meeting
of the Parties (Decision XXVIII/1).

..... The text of the above Amendment, in the six authentic languages, is attached as an Annex to
this notification.

In accordance with its article IV, paragraph 1, the Amendment shall enter into force on
1 January 2019, provided that at least twenty instruments of ratification, acceptance or approval of the
Amendment have been deposited by States or regional economic integration organizations that are
Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer. In the event that this
condition has not been fulfilled by that date, the Amendment shall enter into force on the ninetieth day
following the date on which it has been fulfilled.

After its entry into force, the Amendment, in accordance with its article IV, paragraph 4, shall
enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of
its instrument of ratification, acceptance or approval.

23 November 2016



Attention: Treaty Services of Ministries of Foreign Affairs and of international organizations
concerned. Depositary notifications are issued in electronic format only. Depositary notifications are
made available to the Permanent Missions to the United Nations in the United Nations Treaty
Collection at <https://treaties.un.org>, under "Depositary Notifications (CNs)". In addition, the Permanent
Missions, as well as other interested individuals, can subscribe to receive depositary notifications by e-
mail through the Treaty Section's "Automated Subscription Services", which is also available at
https://treaties.un.org/Pages/Login.aspx?lang=_en.

C.N.872.2016.TREATIES-XXVII.2.f

Annex / Annexe

المقرر ١/٢٨ : تعديلات إضافية لبروتوكول مونتريال

أن يعتمد، وفقاً للإجراءات المنصوص عليها في الفقرة ٤ من المادة ٩ من اتفاقية فيينا لحماية طبقة الأوزون، تعديل بروتوكول مونتريال المبين في المرفق الأول لتقرير الاجتماع الثامن والعشرين للأطراف؛

تعديل بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون

المادة ١: التعديل

المادة ١، الفقرة ٤

في الفقرة ٤ من المادة ١ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المرفق جيم أو المرفق هاء“

بعبارة:

”المرفق جيم، أو المرفق هاء، أو المرفق واو“

المادة ٢، الفقرة ٥

في الفقرة ٥ من المادة ٢ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”والمادة ٢ حاء“

بعبارة:

”والمادتين ٢ حاء و ٢ ياء“

المادة ٢، الفقرات ٨ (أ) و ٩ (أ) و ١١

في الفقرتين ٨ (أ) و ١١ من المادة ٢ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ طاء“

بعبارة:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ ياء“

تضاف الكلمات التالية في نهاية الفقرة الفرعية (أ) من الفقرة ٨ من المادة ٢ من البروتوكول:

”وبجوز تمديد مثل هذا الاتفاق ليشمل التزامات تتعلق بالاستهلاك أو الإنتاج بموجب المادة ٢ ياء شريطة ألا يتجاوز إجمالي المستويات المحسوبة للمجموعة لاستهلاك أو إنتاج الأطراف المعنية المستويات التي تتطلبها المادة ٢ ياء.“

في الفقرة الفرعية (أ) '١' من الفقرة ٩ من المادة ٢ من البروتوكول، بعد الاستخدام الثاني لكلمة ”ينبغي“:

يحذف: حرف الواو

ويعاد ترقيم الفقرة الفرعية (أ) '٢' من الفقرة ٩ من المادة ٢ من البروتوكول لكي تصبح (أ) '٣'.

ويضاف بعد الفقرة الفرعية (أ) '١' من الفقرة ٩ من المادة ٢ من البروتوكول ما يلي، ليكون الفقرة الفرعية (أ) '٢':

”إذا كان ينبغي إجراء تعديلات على القدرة على إحداث الاحتراق العالمي المحددة في المجموعة الأولى من المرفق ألف، والمرفق جيم، والمرفق واو، وإن كان الأمر كذلك، تحديد تلك التعديلات؛ و“

المادة ٢ ياء

تضاف المادة التالية بعد المادة ٢ طاء من البروتوكول:

”المادة ٢ ياء: مركبات الكربون الهيدروفلورية

١ - على كل طرف أن يضمن بالنسبة لفترة الإثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المعبر عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون، لا يتجاوز النسبة المئوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣، مضافاً إليها ١٥ في المائة من المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، المجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ١ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون:

(أ) ٢٠١٩ إلى ٢٠٢٣: ٩٠ في المائة

(ب) ٢٠٢٤ إلى ٢٠٢٨: ٦٠ في المائة

(ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة

(د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة

(هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

٢ - وبصرف النظر عن أحكام الفقرة ١ من هذه المادة، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف سيضمن بالنسبة لفترة الإثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢٠، وفي كل فترة إثني عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المعبر عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون، لا يتجاوز النسبة المئوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣، مضافاً إليها ٢٥ في المائة من المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، المجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ١ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون:

(أ) ٢٠٢٠ إلى ٢٠٢٤: ٩٥ في المائة

(ب) ٢٠٢٥ إلى ٢٠٢٨: ٦٥ في المائة

(ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة

(د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة

(هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

٣ - على كل طرف ينتج المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، أن يضمن بالنسبة لفترة الإثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المعبر عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون، لا يتجاوز النسبة المثوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣، مضافاً إليها ١٥ في المائة من المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، المجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ٢ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون:

(أ) ٢٠١٩ إلى ٢٠٢٣: ٩٠ في المائة

(ب) ٢٠٢٤ إلى ٢٠٢٨: ٦٠ في المائة

(ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة

(د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة

(هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

٤ - وبصرف النظر عن أحكام الفقرة ٣ من هذه المادة، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف المنتجة مواد خاضعة للرقابة في المرفق واو سيضمن بالنسبة لفترة الإثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢٠، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المعبر عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون، لا يتجاوز النسبة المثوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣، مضافاً إليها ٢٥ في المائة من المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، المجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ٢ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بمكافئات ثاني أكسيد الكربون:

(أ) ٢٠٢٠ إلى ٢٠٢٤: ٩٥ في المائة

(ب) ٢٠٢٥ إلى ٢٠٢٨: ٦٥ في المائة

(ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة

(د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة

(هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

٥ - تنطبق الفقرات من ١ إلى ٤ من هذه المادة فيما عدا ما تقرره الأطراف للسماح بمستوى الإنتاج أو الاستهلاك لتلبية الاستخدامات التي تتفق الأطراف على أنها استخدامات معفاة.

٦ - على كل طرف يقوم بتصنيع المواد المدرجة في المجموعة الأولى من المرفق جيم أو في المرفق واو، أن يضمن، بالنسبة لفترة الإثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢٠، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك، أن انبعاثاته من المواد المدرجة في المجموعة الثانية من المرفق واو المولدة

في كل منشأة إنتاج تقوم بتصنيع المواد المدرجة في المجموعة الأولى من المرفق جيم أو في المرفق واو، يتم تدميرها بالقدر الممكن عملياً باستخدام تكنولوجيا توافق عليها الأطراف في نفس فترة الإثني عشر شهراً المعنية.

٧ - على كل طرف أن يضمن ألا يتم أي تدمير لمواد المجموعة الثانية المدرجة في المرفق واو المتولدة من المرافق التي تُنتج مواد المجموعة الأولى المدرجة في المرفق جيم أو المرفق واو إلا باستخدام التكنولوجيات التي توافق عليها الأطراف.

المادة ٣

يستعاض عن دياحة المادة ٣ من البروتوكول بالنص التالي:

”١ - لأغراض المادة ٢ والمواد من ٢ ألف إلى ٢ ياء والمادة ٥، يقوم كل طرف بالنسبة لكل مجموعة من المواد المدرجة في المرفق ألف أو المرفق باء أو المرفق جيم أو المرفق هاء أو المرفق واو، بتحديد المستويات المحسوبة الخاصة به لكل من:“

يستعاض عن الفاصلة المنقوطة النهائية في الفقرة الفرعية (أ) ’١‘ من المادة ٣ من البروتوكول بالعبارة التالية:

”، إلا حسب المحدد خلاف ذلك في الفقرة ٢؛“

يضاف النص التالي في نهاية المادة ٣ من البروتوكول:

”؛ و

(د) انبعاثات مواد المجموعة الثانية من المرفق واو التي تنتج في كل منشأة إنتاج تولد المواد المدرجة في المجموعة الأولى من المرفق جيم أو المرفق واو بما في ذلك، من جملة أمور، الكميات التي تنبعث نتيجة التسرب من المعدات ومنافذ العمليات وأجهزة التدمير، ولكن باستثناء الكميات المحتجزة من أجل الاستخدام أو التخزين.

٢ - عند حساب مستويات الإنتاج والاستهلاك والواردات والصادرات والانبعاثات، معبراً عنها بمكافئات ثاني أكسيد الكربون، من المواد المدرجة في المرفق واو وفي المجموعة الأولى في المرفق جيم لأغراض المادة ٢ ياء والفقرة ٥ مكرراً من المادة ٢ والفقرة ١ (د) من المادة ٣، على كل طرف أن يستخدم دالات القدرة على إحداث الاحترار العالمي لتلك المواد المحددة في المجموعة الأولى من المرفق ألف، وفي المرفق جيم والمرفق واو.“

المادة ٤، الفقرة ١، سابعاً

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ١ سادساً من المادة ٤ من البروتوكول:

”١ سابعاً - على كل طرف أن يحظر، عند بدء نفاذ هذه الفقرة، استيراد المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول.“

المادة ٤، الفقرة ٢ سابقاً

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ٢ سادساً من المادة ٤ من البروتوكول:

”٢ سابقاً – على كل طرف أن يحظر عند بدء نفاذ هذه الفقرة، تصدير المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو إلى أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول.“

المادة ٤، الفقرات ٥ و ٦ و ٧

في الفقرات ٥، ٦ و ٧ من المادة ٤ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المرفقات ألف وباء وجيم وهاء“

بما يلي:

”المرفقات ألف وباء وجيم وهاء وواو“

المادة ٤، الفقرة ٨

في الفقرة ٨ من المادة ٤ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ طاء“

بما يلي:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ ياء“

المادة ٤ باء

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ٢ من المادة ٤ باء من البروتوكول:

”٢ مكرر- على كل طرف أن يقوم، بحلول ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩ أو في غضون ثلاثة أشهر من تاريخ بدء نفاذ هذه الفقرة عليه، أيهما أبعد، بوضع وتطبيق نظام لترخيص استيراد وتصدير المواد الخاضعة للرقابة، الجديدة أو المستعملة أو المعاد تدويرها أو المستصلحة المدرجة في المرفق واو. ويجوز لأي طرف عامل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ يقرر أنه لا يستطيع إنشاء وتطبيق ذلك النظام بحلول ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩ أن يؤجل اتخاذ تلك الإجراءات حتى ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢١.“

المادة ٥

في الفقرة ٤ من المادة ٥ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”٢ طاء“

بما يلي:

”٢ ياء“

في الفقرتين ٥ و ٦ من المادة ٥ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المادة ٢ طاء“

بما يلي:

”المادتان ٢ طاء و ٢ ياء“

في الفقرة ٥ من المادة ٥ من البروتوكول، وقبل عبارة:

”أي من تدابير الرقابة“

يضاف الحرف:

”ل“

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ٨ ثالثاً من المادة ٥ من البروتوكول:

”٨ رابعاً

(أ) كل طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، رهناً بأية تعديلات تدخل على تدابير الرقابة الواردة في المادة ٢ ياء وفقاً للفقرة ٩ من المادة ٢، يحق له تأجيل امتثاله لتدابير الرقابة المنصوص عليها في الفقرات الفرعية (أ) إلى (هـ) من الفقرة ١ من المادة ٢ ياء، وفي الفقرات الفرعية (أ) إلى (هـ) من الفقرة ٣ من المادة ٢ ياء، وتعديل تلك التدابير على النحو التالي:

’١‘ ٢٠٢٤ إلى ٢٠٢٨: ١٠٠ في المائة

’٢‘ ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٤: ٩٠ في المائة

’٣‘ ٢٠٣٥ إلى ٢٠٣٩: ٧٠ في المائة

’٤‘ ٢٠٤٠ إلى ٢٠٤٤: ٥٠ في المائة

’٥‘ ٢٠٤٥ وما بعده: ٢٠ في المائة

(ب) وبصرف النظر عن أحكام الفقرة الفرعية (أ) أعلاه، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، ورهناً بأية تعديلات تدخل على تدابير الرقابة الواردة في المادة ٢ ياء وفقاً للفقرة ٩ من المادة ٢، يحق له تأجيل امتثاله لتدابير الرقابة المنصوص عليها في الفقرات الفرعية (أ) إلى (هـ) من الفقرة ١ من المادة ٢ ياء، وفي الفقرات الفرعية (أ) إلى (هـ) من الفقرة ٣ من المادة ٢ ياء، وتعديل تلك التدابير على النحو التالي:

’١‘ ٢٠٢٨ إلى ٢٠٣١: ١٠٠ في المائة

’٢‘ ٢٠٣٢ إلى ٢٠٣٦: ٩٠ في المائة

’٣‘ ٢٠٣٧ إلى ٢٠٤١: ٨٠ في المائة

’٤‘ ٢٠٤٢ إلى ٢٠٤٦: ٧٠ في المائة

’٥‘ ٢٠٤٧ وما بعده: ١٥ في المائة

(ج) كل طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، لأغراض حساب خط أساس استهلاكه بموجب المادة ٢ ياء، يحق له استخدام متوسط المستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠٢٠ و ٢٠٢١ و ٢٠٢٢، زائداً خمسة وستين في المائة من خط أساس

استهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثاً من هذه المادة.

(د) وبصرف النظر عن أحكام الفقرة الفرعية (ج) أعلاه، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، يحق له أن يستخدم، لأغراض حساب خط أساس استهلاكه بموجب المادة ٢ ياء، متوسط المستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو عن السنوات ٢٠٢٤، و٢٠٢٥ و٢٠٢٦، زائداً خمسة وستين في المائة من خط أساس استهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثاً من هذه المادة.

(هـ) كل طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة وينتج المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو، يحق له أن يستخدم، لأغراض حساب خط أساس إنتاجه بموجب المادة ٢ ياء، متوسط المستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠٢٠ و٢٠٢١ و٢٠٢٢، زائداً خمسة وستين في المائة من خط أساس إنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثاً من هذه المادة.

(و) وبصرف النظر عن أحكام الفقرة الفرعية (هـ) أعلاه، قد تقرر الأطراف أن طرفاً من الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة وينتج المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو، يحق له أن يستخدم، لأغراض حساب خط أساس إنتاجه بموجب المادة ٢ ياء، متوسط المستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠٢٤ و٢٠٢٥ و٢٠٢٦، زائداً خمسة وستين في المائة من خط أساس إنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثاً من هذه المادة.

(ز) تنطبق الفقرات الفرعية (أ) إلى (و) من هذه الفقرة على المستويات المحسوبة للإنتاج والاستهلاك إلا في الحدود التي ينطبق ضمنها إعفاء درجات الحرارة المحيطة العالية استناداً إلى معايير تقررها الأطراف.

المادة ٦

في المادة ٦ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ طاء“

بما يلي:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ ياء“

المادة ٧، الفقرات ٢ و٣ وثالثاً

يضاف السطر التالي بعد السطر الذي ينص على ”- في المرفق هاء، عن سنة ١٩٩١،“ في الفقرة ٢ من المادة ٧ من البروتوكول:

- في المرفق واو، عن السنوات من ٢٠١١ إلى ٢٠١٣، باستثناء أن الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ تقدم هذه البيانات عن السنوات من ٢٠٢٠ إلى ٢٠٢٢، أما بالنسبة للأطراف العاملة

المرفق ألف

يحل الجدول التالي محل الجدول الخاص بالمجموعة الأولى من المرفق ألف للبروتوكول:

المجموعة	المادة	قدرات استنفاد الأوزون*	القدرة على إحداث الاحترار العالمي في ١٠٠ عام
المجموعة الأولى			
CFCl ₃	(CFC-11)	١,٠	٤ ٧٥٠
CF ₂ Cl ₂	(CFC-12)	١,٠	١٠ ٩٠٠
C ₂ F ₃ Cl ₃	(CFC-113)	٠,٨	٦ ١٣٠
C ₂ F ₄ Cl ₂	(CFC-114)	١,٠	١٠ ٠٠٠
C ₂ F ₅ Cl	(CFC-115)	٠,٦	٧ ٣٧٠

المرفق جيم والمرفق واو

يحل الجدول التالي محل الجدول الخاص بالمجموعة الأولى في المرفق جيم من البروتوكول

المجموعة	المادة	عدد الآيسومرات	القدرة على استنفاد الأوزون*	القدرة على إحداث الاحترار العالمي في ١٠٠ عام***
المجموعة الأولى				
CHFC ₂	(HCFC-21)**	١	٠,٠٤	١٥١
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)**	١	٠,٠٥٥	١٨١٠
CH ₂ FCI	(HCFC-31)	١	٠,٠٢	
C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)	٢	٠,٠٤-٠,٠١	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	٣	٠,٠٨-٠,٠٢	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)	٣	٠,٠٦-٠,٠٢	٧٧
CHCl ₂ CF ₃	(HCFC-123)**	—	٠,٠٢	
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)	٢	٠,٠٤-٠,٠٢	٦٠٩
CHFClCF ₃	(HCFC-124)**	—	٠,٠٢٢	
C ₂ H ₂ FCI ₃	(HCFC-131)	٣	٠,٠٥-٠,٠٠٧	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	٤	٠,٠٥-٠,٠٠٨	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	٣	٠,٠٦-٠,٠٢	
C ₂ H ₃ FCI ₂	(HCFC-141)	٣	٠,٠٧-٠,٠٠٥	
CH ₃ CFCl ₂	(HCFC-141b)**	—	٠,١١	٧٢٥
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	٣	٠,٠٧-٠,٠٠٨	
CH ₃ CF ₂ Cl	(HCFC-142b)**	—	٠,٠٦٥	٢٣١٠
C ₂ H ₄ FCI	(HCFC-151)	٢	٠,٠٠٥-٠,٠٠٣	
C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)	٥	٠,٠٧-٠,٠١٥	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	٩	٠,٠٩-٠,٠١	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	١٢	٠,٠٨-٠,٠١	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	١٢	٠,٠٩-٠,٠١	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	٩	٠,٠٧-٠,٠٢	
CF ₃ CF ₂ CHCl ₂	(HCFC-225ca)**	—	٠,٠٢٥	١٢٢
CF ₂ ClCF ₂ CHClF	(HCFC-225cb)**	—	٠,٠٣٣	٥٩٥
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	٥	٠,١٠-٠,٠٢	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₅	(HCFC-231)	٩	٠,٠٩-٠,٠٥	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₄	(HCFC-232)	١٦	٠,١٠-٠,٠٠٨	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₃	(HCFC-233)	١٨	٠,٢٣-٠,٠٠٧	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	١٦	٠,٢٨-٠,٠١	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	٩	٠,٥٢-٠,٠٣	

المجموعة	المادة	عدد الآيسومرات	القدرة على استنفاد الأوزون*	القدرة على إحداث الاحترار العالمي في عام ١٠٠***
C ₃ H ₃ FCI ₄	(HCFC-241)	١٢	٠,٠٩-٠,٠٠٤	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	١٨	٠,١٣-٠,٠٠٥	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	١٨	٠,١٢-٠,٠٠٧	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	١٢	٠,١٤-٠,٠٠٩	
C ₃ H ₄ FCI ₃	(HCFC-251)	١٢	٠,٠١-٠,٠٠١	
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	١٦	٠,٠٤-٠,٠٠٥	
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	١٢	٠,٠٣-٠,٠٠٣	
C ₃ H ₅ FCI ₂	(HCFC-261)	٩	٠,٠٢-٠,٠٠٢	
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	٩	٠,٠٢-٠,٠٠٢	
C ₃ H ₆ FCI	(HCFC-271)	٥	٠,٠٣-٠,٠٠١	

* عند الإشارة إلى مدى قدرات استنفاد الأوزون تستخدم أعلى قيمة في ذلك المدى لتحقيق أغراض هذا البروتوكول، ترد قدرات استنفاد الأوزون كقيمة واحدة حيث تم تحديدها بناء على الحسابات القائمة على قياسات المختبرات، أما القدرات الواردة باعتبارها مدى فهي قائمة على تقديرات، ومن ثم فهي تتميز بعدم يقن أكبر ويتعلق المدى بمجموعة ايسومرية، والقيمة العليا هي تقدير القدرة على استنفاد الأوزون للايسومر ذي القدرة المنخفضة على استنفاد الأوزون.

** تحدد أكثر المواد الصالحة تجارياً على أن تدرج مقابلها قيم القدرة على استنفاد الأوزون كيما تستخدم لأغراض هذا البروتوكول.

*** في حالة المواد التي لم تحدد قدرتها على إحداث الاحترار العالمي تُطبق قيمة افتراضية قدرها صفر، وذلك إلى حين إدراج قيمة للقدرة على إحداث الاحترار العالمي عن طريق الإجراء المتوخى في الفقرة ٩ (أ) '٢' من المادة ٢.

يُضاف المرفق التالي إلى البروتوكول بعد المرفق هاء:

المرفق واء: المواد الخاضعة للرقابة

المجموعة	المادة	قدرات إحداث الاحترار العالمي في عام ١٠٠
المجموعة الأولى		
CHF ₂ CHF ₂	HFC-134	١ ١٠٠
CH ₂ FCF ₃	HFC-134a	١ ٤٣٠
CH ₂ FCHF ₂	HFC-143	٣٥٣
CHF ₂ CH ₂ CF ₃	HFC-245fa	١ ٠٣٠
CF ₃ CH ₂ CF ₂ CH ₃	HFC-365 mfc	٧٩٤
CF ₃ CHFCF ₃	HFC-227ea	٣ ٢٢٠
CH ₂ FCF ₂ CF ₃	HFC-236cb	١ ٣٤٠
CHF ₂ CHFCF ₃	HFC-236ea	١ ٣٧٠
CF ₃ CH ₂ CF ₃	HFC-236fa	٩ ٨١٠
CH ₂ FCF ₂ CHF ₂	HFC-245ca	٦٩٣
CF ₃ CHFCHFCF ₂ CF ₃	HFC-43-10 mee	١ ٦٤٠
CH ₂ F ₂	HFC-32	٦٧٥
CHF ₂ CF ₃	HFC-125	٣٥٠٠
CH ₃ CF ₃	HFC-143a	٤٤٧٠
CH ₃ F	HFC-41	٩٢
CH ₂ FCH ₂ F	HFC-152	٥٣
CH ₃ CHF ₂	HFC-152a	١٢٤
المجموعة الثانية		
CHF ₃	HFC-23	١٤ ٨٠٠

المادة الثانية: العلاقة بتعديل عام ١٩٩٩

لا يجوز لأي دولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي أن تودع أي صك للتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام لهذا التعديل ما لم تكن قد قامت من قبل أو في ذات الوقت بإيداع مثل ذلك الصك للتعديل الذي تم اعتماده في الاجتماع الحادي عشر للأطراف في بيجين، في ٣ كانون الأول/ديسمبر ١٩٩٩.

المادة الثالثة: العلاقة باتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ وبروتوكول كيوتو التابع لها

لا يقصد من هذا التعديل أن يفضي إلى استثناء مركبات الكربون الهيدروفلورية من نطاق الالتزامات الواردة في المادتين ٤ و ١٢ من اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ أو في المواد ٢ و ٥ و ٧ و ١٠ من بروتوكول كيوتو التابع للاتفاقية.

المادة الرابعة: بدء النفاذ

١ - باستثناء ما أشير إليه في الفقرة ٢ أدناه، يبدأ نفاذ هذا التعديل في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩، شريطة أن يتم إيداع عشرين صكاً على الأقل من صكوك التصديق أو القبول أو الموافقة على التعديل من جانب الدول أو المنظمات الإقليمية للتكامل الاقتصادي الأطراف في بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون. وفي حالة عدم استيفاء هذا الشرط في ذلك التاريخ، يبدأ نفاذ هذا التعديل في اليوم التسعين التالي للتاريخ الذي يتم فيه استيفاء ذلك الشرط.

٢ - تدخل التغييرات على المادة ٤ من البروتوكول، مراقبة المبادلات التجارية مع غير الأطراف، والواردة في المادة الأولى من هذا التعديل حيّز النفاذ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٣٣، شريطة أن يتم إيداع سبعين صكاً على الأقل من صكوك التصديق أو القبول أو الموافقة على التعديل من جانب الدول أو المنظمات الإقليمية للتكامل الاقتصادي الأطراف في بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون. وفي حالة عدم استيفاء هذا الشرط في ذلك التاريخ، يبدأ نفاذ هذا التعديل في اليوم التسعين التالي للتاريخ الذي يتم فيه استيفاء ذلك الشرط.

٣ - لأغراض الفقرتين ١ و ٢، فإن أي صك من هذا القبيل تودعه منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي لا يحسب إضافة للصكوك التي تودعها الدول الأعضاء في هذه المنظمة.

٤ - وعقب بدء نفاذ هذا التعديل، على النحو المنصوص عليه في الفقرتين ١ و ٢، يبدأ نفاذ التعديل على أي طرف آخر في البروتوكول في اليوم التسعين التالي للتاريخ الذي يودع فيه صكه للتصديق أو القبول أو الموافقة.

المادة الخامسة: التطبيق المؤقت

يجوز لأي طرف من الأطراف، في أي وقت يسبق دخول هذا التعديل حيّز النفاذ بالنسبة له، أن يعلن أنه سيطبق بشكل مؤقت أي تدبير من تدابير الرقابة الواردة في المادة ٢ ياء، وما يقابلها من التزامات الإبلاغ في المادة ٧، وذلك إلى حين دخول التعديل حيّز النفاذ.

第 XXVIII/1 号决定：对《蒙特利尔议定书》的进一步修正

根据《保护臭氧层维也纳公约》第 9 条第 4 款所载的程序，通过缔约方第二十八次会议报告附件一所载的《蒙特利尔议定书修正》；

关于消耗臭氧层物质的蒙特利尔议定书修正

第一条：修正

第 1 条第 4 款

应将《议定书》第 1 条第 4 款以下案文：

“附件 C 或附件 E”

替换为：

“附件 C、附件 E 或附件 F”

第 2 条第 5 款

应将《议定书》第 2 条第 5 款以下案文：

“和第 2H 条”

替换为：

“第 2H 和 2J 条”

第 2 条第 8(a)、第 9(a)和第 11 款

应将《议定书》第 2 条第 8(a)和第 11 款以下案文：

“第 2A 至 2I 条”

替换为：

“第 2A 至 2J 条”

应在《议定书》第 2 条第 8 款(a)项末尾增列如下措辞：

“可扩大任何此类协议的范围，使其包括第 2J 条下消费或生产的相关义务，但相关缔约方的消费或生产计算数量合计不得超过第 2J 条规定的水平。”

《议定书》第 2 条第 9 款(a)（一）项中，应在以下词句第二次出现后：

“应如何调整；”

删除：

“及”

《议定书》第 2 条第 9 款(a)（二）项应重新编号为(a)（三）项。

应在《议定书》第 2 条第 9 款(a)（一）项之后加入以下内容作为(a)（二）项：

“附件 A 第一类、附件 C 和附件 F 中物质所规定的全球升温潜能值应予调整，如是，应如何调整； 及”

第 2J 条

应在《议定书》第 2I 条之后插入如下条款：

“第 2J 条：氢氟碳化合物

1. 每一缔约方应确保，在 2019 年 1 月 1 日起的十二个月期间，以及其后每十二个月期间，其消费附件 F 所列受控物质的计算数量（以二氧化

碳当量表示），不超过其 2011 年、2012 年和 2013 年消费附件 F 所列受控物质的年均计算数量与下文(a)至(e)项为相关年度范围所具体规定百分比的乘积，加上第 2F 条第 1 款所列的其消费附件 C 第一类受控物质的计算数量的百分之十五的总和（以二氧化碳当量表示）：

(a) 2019 至 2023 年：90%

(b) 2024 至 2028 年：60%

(c) 2029 至 2033 年：30%

(d) 2034 至 2035 年：20%

(e) 2036 年及以后：15%

2. 尽管本条第 1 款如此规定，但缔约方可以决定某缔约方应确保，在 2020 年 1 月 1 日起的十二个月期间，以及其后每十二个月期间，其消费附件 F 所列受控物质的计算数量（以二氧化碳当量表示），不超过其 2011 年、2012 年和 2013 年消费附件 F 所列受控物质的年均计算数量与下文(a)至(e)项为相关年度范围所具体规定百分比的乘积，加上第 2F 条第 1 款所列的其消费附件 C 第一类受控物质的计算数量的百分之二十五的总和（以二氧化碳当量表示）：

(a) 2020 至 2024 年：95%

(b) 2025 至 2028 年：65%

(c) 2029 至 2033 年：30%

(d) 2034 至 2035 年：20%

(e) 2036 年及以后：15%

3. 生产附件 F 中受控物质的每一缔约方应确保，在 2019 年 1 月 1 日起的十二个月期间，以及其后每十二个月期间，其生产附件 F 所列受控物质的计算数量（以二氧化碳当量表示），不超过其 2011 年、2012 年和 2013 年生产附件 F 所列受控物质的年均计算数量与下文(a)至(e)项为相关年度范围所具体规定百分比的乘积，加上第 2F 条第 2 款所列的其消费附件 C 第一类受控物质的计算数量的百分之十五的总和（以二氧化碳当量表示）：

(a) 2019 至 2023 年：90%

(b) 2024 至 2028 年：60%

(c) 2029 至 2033 年：30%

(d) 2034 至 2035 年：20%

(e) 2036 年及以后：15%

4. 尽管本条第 3 款如此规定，但缔约方可以决定生产附件 F 中受控物质的某缔约方应确保，在 2020 年 1 月 1 日起的十二个月期间，以及其后每十二个月期间，其生产附件 F 所列受控物质的计算数量（以二氧化碳当量表示），不超过其 2011 年、2012 年和 2013 年生产附件 F 所列受控物质的年均计算数量与下文(a)至(e)项为相关年度范围所具体规定百分比的乘积，加上第 2F 条第 2 款所列的其生产附件 C 第一类受控物质的计算数量的百分之二十五的总和（以二氧化碳当量表示）：

(a) 2020 至 2024 年：95%

(b) 2025 至 2028 年：65%

(c) 2029 至 2033 年: 30%

(d) 2034 至 2035 年: 20%

(e) 2036 年及以后: 15%

5. 本条第 1 款至第 4 款应予实施, 但缔约方决定为满足它们议定认为是豁免用途而允许的生产量或消费量除外。
6. 生产附件 C 第一类物质或附件 F 物质的每一缔约方应确保于自 2020 年 1 月 1 日起的十二个月期间, 及其后每十二个月期间, 其生产附件 C 第一类物质或附件 F 物质的每处生产设施产生的附件 F 第二类物质的排放应使用各缔约方在相关十二个月期间核准的技术尽量销毁。
7. 每一缔约方应确保, 对生产附件 C 第一类物质或附件 F 物质的所产生的附件 F 第二类物质的任何销毁, 只应采用各缔约方核准的技术。

第 3 条

《议定书》第 3 条的序言应替换为下列内容:

“1. 为第 2 条、第 2A 至 2J 条和第 5 条的目的, 每一缔约方应确定附件 A、附件 B、附件 C、附件 E 或附件 F 中每一类物质的下列计算数量: ”

应将《议定书》第 3 条(a) (一) 项末尾的分号替换为:

“; 除非第 2 款另有规定; ”

应当在《议定书》第 3 条的末尾增加如下案文:

“; 及

(d) 生产附件 C 第一类物质或附件 F 物质的每处生产设施产生的附件 F 第二类物质的排放量, 计入设备泄漏、工艺通风及销毁装置等引起的排放量, 但不计入捕集以供使用、销毁或储存的数量。

2. 为第 2J 条、第 2 条第 5 款之二以及第 3 条第 1(d)款之目的计算附件 F 物质和附件 C 第一类物质的生产、消费、进口、出口和排放数量时 (以二氧化碳当量表示), 每一缔约方应使用附件 A 第一类、附件 C 和附件 F 中物质所规定此类物质的全球升温潜能值。

第 4 条第 1 款之七

应在《议定书》第 4 条第 1 款之六之后插入如下一款:

“1 之七 自本款生效之日起, 每一缔约方均应禁止从任何非本议定书缔约方的国家进口附件 F 受控物质。”

第 4 条第 2 款之七

应在《议定书》第 4 条第 2 款之六之后插入如下一款:

“2 之七 自本款生效之日起, 每一缔约方均应禁止向任何非本议定书缔约方的国家出口附件 F 受控物质。”

第 4 条第 5、6 和 7 款

应将《议定书》第 4 条第 5、6 和 7 款中如下词句:

“附件 A、B、C 和 E”

替换为:

“附件 A、B、C、E 和 F”

第 4 条第 8 款

应将《议定书》第 4 条第 8 款中如下词句：

“第 2A 至 2I 条”

替换为：

“第 2A 至 2J 条”

第 4B 条

应在《议定书》第 4B 条第 2 款之后插入如下一款：

“2 之二 每一缔约方应于 2019 年 1 月 1 日之前或自本款对其正式生效起三个月之内，以其中较迟者为限，针对新的、已使用的、循环再用的及回收的附件 F 受控物质制定和实施进出口许可证制度。任何按第 5 条第 1 款行事的缔约方如决定无法于 2019 年 1 月 1 日之前制定和实施该制度，则可将采取行动时间推迟到 2021 年 1 月 1 日。”

第 5 条

应将《议定书》第 5 条第 4 款中如下词句：

“2I”

替换为：

“2J”

应将《议定书》第 5 条第 5 款和第 6 款中如下词句：

“第 2I 条”

替换为：

“第 2I 和 2J 条”

应在《议定书》第 5 条第 5 款的如下词句之前：

“任何控制措施”

插入：

“遵守”

应在《议定书》第 5 条第 8 款之三后插入下款：

“8 之四

(a) 按本条第 1 款行事的每一缔约方须遵守依据第 2 条第 9 款对第 2J 条中的控制措施作出的任何调整，但有权推迟遵守第 2J 条第 1 款(a)至(e)项以及第 2J 条第 3 款(a)至(e)项所列的控制措施，将控制措施修改如下：

(一) 2024 至 2028 年：100%

(二) 2029 至 2034 年：90%

(三) 2035 至 2039 年：70%

(四) 2040 至 2044 年：50%

(五) 2045 年及以后：20%

(b) 尽管上文(a)项如此规定，缔约方可以决定按本条第 1 款行事的某缔约方须遵守依据第 2 条第 9 款对第 2J 条中的控制措施作出的任何调整，但有权推迟遵守第 2J 条第 1 款(a)至(e)项以及第 2J 条第 3 款(a)至(e)项所列的控制措施，将控制措施修改如下：

- (一) 2028 至 2031 年: 100%
- (二) 2032 至 2036 年: 90%
- (三) 2037 至 2041 年: 80%
- (四) 2042 至 2046 年: 70%
- (五) 2047 年及以后: 15%

(c) 按本条第 1 款行事的每一缔约方, 为计算第 2J 条规定的消费基准, 有权使用 2020 年、2021 年和 2022 年消费附件 F 受控物质的计算数量均值, 加上本条第 8 款之三所列附件 C 第一类受控物质基准消费量的百分之六十五的总和。

(d) 尽管上文(c)项如此规定, 缔约方可以决定按本条第 1 款行事的某缔约方, 为计算第 2J 条规定的消费基准, 有权使用 2024 年、2025 年和 2026 年消费附件 F 受控物质的计算数量均值, 加上本条第 8 款之三所列附件 C 第一类受控物质基准消费量的百分之六十五的总和。

(e) 按本条第 1 款行事且生产附件 F 中受控物质的每一缔约方, 为计算第 2J 条规定的生产基准, 有权使用 2020 年、2021 年和 2022 年生产附件 F 受控物质的计算数量均值, 加上本条第 8 款之三所列附件 C 第一类受控物质基准生产量的百分之六十五的总和。

(f) 尽管上文(e)项如此规定, 缔约方可以决定按本条第 1 款行事且生产附件 F 中受控物质的某缔约方, 为计算第 2J 条规定的生产基准, 有权使用 2024 年、2025 年和 2026 年生产附件 F 受控物质的计算数量均值, 加上本条第 8 款之三所列附件 C 第一类受控物质基准生产量的百分之六十五的总和。

(g) 本款(a)至(f)项将适用于生产和消费计算水平, 但根据缔约方决定的标准可适用高环境温度豁免的情况除外。”

第 6 条

应将《议定书》第 6 条中如下词句:

“第 2A 至 2I 条”

替换为:

“第 2A 至 2J 条”

第 7 条第 2 款、第 3 款和第 3 款之三

应在《议定书》第 7 条第 2 款中“—1991 年, 附件 E”之后插入如下一句:
—2011 至 2013 年, 附件 F, 除了按第 5 条第 1 款行事的缔约方应提供 2020 年至 2022 年的此类数据, 但适用第 5 条第 8 款之四(d)项和(f)项的按第 5 条第 1 款行事的缔约方应提供 2024 年至 2026 年的此类数据; ”

应将《议定书》第 7 条第 2 款和第 3 款中如下词句:

“C 和 E”

替换为:

“C、E 和 F”

应在《议定书》第 7 条第 3 款之二后插入下款:

“3 之三 每一缔约方应按照《议定书》第 3 条第 1(d)款向秘书处提供其每处设施的附件 F 第二类受控物质年度排放统计数据。”

第 7 条第 4 款

在第 7 条第 4 款中，在以下词句前：

“进口和出口的统计数据”和“进出口数据”

加入：

“生产、”

第 10 条第 1 款

应将《议定书》第 10 条第 1 款中如下词句：

“和第 2I 条”

替换为：

“、第 2I 条和第 2J 条”

应在《议定书》第 10 条第 1 款末尾插入如下内容：

“如果按第 5 条第 1 款行事的缔约方选择利用任何其它财务机制为其提供资金，可能得以承担其议定的增量成本的任何部分，则该部分不应由本《议定书》第 10 条下的财务机制承担。”

第 17 条

应将《议定书》第 17 条中如下词句：

“第 2A 至 2I 条”

替换为：

“第 2A 至 2J 条”

附件 A

应以下表替换《议定书》附件 A 第一类物质列表：

类别	物质	消耗臭氧潜能值*	100 年全球升温潜能值
第一类			
CFCl ₃	(CFC-11)	1.0	4,750
CF ₂ Cl ₂	(CFC-12)	1.0	10,900
C ₂ F ₃ Cl ₃	(CFC-113)	0.8	6,130
C ₂ F ₄ Cl ₂	(CFC-114)	1.0	10,000
C ₂ F ₅ Cl	(CFC-115)	0.6	7,370

附件 C 和附件 F

应以下表替换《议定书》附件 C 第一类物质列表：

类别	物质	异构体数目	消耗臭氧潜能值*	100 年全球升温潜能值 *
第一类				
CHFCl ₂	(HCFC-21)**	1	0.04	151
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)**	1	0.055	1810
CH ₂ FCI	(HCFC-31)	1	0.02	

C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)	2	0.01–0.04	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	3	0.02–0.08	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)	3	0.02–0.06	77
CHCl ₂ CF ₃	(HCFC-123)**	–	0.02	
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)	2	0.02–0.04	609
CHFClCF ₃	(HCFC-124)**	–	0.022	
C ₂ H ₂ FCl ₃	(HCFC-131)	3	0.007–0.05	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	4	0.008–0.05	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	3	0.02–0.06	
C ₂ H ₃ FCl ₂	(HCFC-141)	3	0.005–0.07	
CH ₃ CFCl ₂	(HCFC-141b)**	–	0.11	725
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	3	0.008–0.07	
CH ₃ CF ₂ Cl	(HCFC-142b)**	–	0.065	2310
C ₂ H ₄ FCI	(HCFC-151)	2	0.003–0.005	
C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)	5	0.015–0.07	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	9	0.01–0.09	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	12	0.01–0.08	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	12	0.01–0.09	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	9	0.02–0.07	
CF ₃ CF ₂ CHCl ₂	(HCFC-225ca)**	–	0.025	122
CF ₂ ClCF ₂ CH ClF	(HCFC-225cb)**	–	0.033	595
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	5	0.02–0.10	
C ₃ H ₂ FCl ₅	(HCFC-231)	9	0.05–0.09	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)	16	0.008–0.10	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)	18	0.007–0.23	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	16	0.01–0.28	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	9	0.03–0.52	
C ₃ H ₃ FCl ₄	(HCFC-241)	12	0.004–0.09	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	18	0.005–0.13	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	18	0.007–0.12	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	12	0.009–0.14	
C ₃ H ₄ FCI ₃	(HCFC-251)	12	0.001–0.01	
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	16	0.005–0.04	
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	12	0.003–0.03	
C ₃ H ₅ FCI ₂	(HCFC-261)	9	0.002–0.02	
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	9	0.002–0.02	
C ₃ H ₆ FCI	(HCFC-271)	5	0.001–0.03	

- * 在列出消耗臭氧潜能值的区间时，为议定书的目的应使用该区间的最高值。作为单一数值列出的消耗臭氧潜能值是根据实验室的测量计算得出的。作为区间列出的潜能值是根据估算得出的，较不确定。区间值涉及一个同质异构群的潜能值，其最高值是具有最大消耗臭氧潜能值的异构体的消耗臭氧潜能值估计数，最低值是具有最少消耗臭氧潜能值的异构体的潜能值估计数。
- ** 指明最大规模生产的物质，并为议定书的目的列出其消耗臭氧潜能值。
- *** 对于未指明全球升温潜能值的物质，适用的默认值为 0，直到通过第 2 条第 9(a)（二）款设想的程序加入全球升温潜能值。

应在《议定书》附件 E 之后增列以下附件：

“附件 F：受控物质

类别	物质	100 年全球升温潜能值
第一类		
CHF ₂ CHF ₂	HFC-134	1,100
CH ₂ FCF ₃	HFC-134a	1,430
CH ₂ FCHF ₂	HFC-143	353
CHF ₂ CH ₂ CF ₃	HFC-245fa	1,030
CF ₃ CH ₂ CF ₂ CH ₃	HFC-365mfc	794
CF ₃ CHF ₂ CF ₃	HFC-227ea	3,220
CH ₂ FCF ₂ CF ₃	HFC-236cb	1,340
CHF ₂ CHF ₂ CF ₃	HFC-236ea	1,370
CF ₃ CH ₂ CF ₃	HFC-236fa	9,810
CH ₂ FCF ₂ CHF ₂	HFC-245ca	693
CF ₃ CHFCH ₂ CF ₂ CF ₃	HFC-43-10mee	1,640
CH ₂ F ₂	HFC-32	675
CHF ₂ CF ₃	HFC-125	3,500
CH ₃ CF ₃	HFC-143a	4,470
CH ₃ F	HFC-41	92
CH ₂ FCH ₂ F	HFC-152	53
CH ₃ CHF ₂	HFC-152a	124
第二类		
CHF ₃	HFC-23	14,800

第二条：与 1999 年《修正》之间的关系

任何国家或区域经济一体化组织，只有此前已经或于本次同时交存对 1999 年 12 月 3 日在北京举行的缔约方第十一次会议所通过的《修正》的有关文书，才能交存对本修正的批准、接受、核准或加入文书。

第三条：与《联合国气候变化框架公约》及其《京都议定书》之间的关系

本修正无意产生使氢氟碳化物被排除在《联合国气候变化框架公约》第 4 条和第 12 条或《京都议定书》第 2、5、7 和 10 条所载承诺范围之外的效果。

第四条：生效

1. 除下文第 2 款指出的情况外，本修正应于 2019 年 1 月 1 日生效，但前提是届时须有身为《关于消耗臭氧层物质的蒙特利尔议定书》缔约方的国家或区域经济一体化组织交存至少二十份批准、接受或核准本修正的文书。如果届时这一条件未能满足，则本修正应于满足条件之日以后的第九十天生效。
2. 本修正第一条对《议定书》第 4 条“对与非缔约方贸易的控制”所做的更改应于 2033 年 1 月 1 日生效，但届时必须有《关于消耗臭氧层物质的蒙特利尔议定书》的国家或区域经济一体化组织缔约方交存至少七十份批准、接受或核准本修正的文书。如果届时这一条件未能满足，则本修正应于满足条件之日以后的第九十天生效。
3. 为第 1 款和第 2 款之目的，区域经济一体化组织交存的任何此类文书，均不应视作此类组织的成员国所交存文书之外另加的文书。
4. 本修正依照第 1 款和第 2 款的规定生效之后，将于《议定书》的其他任何缔约方交存其批准、接受或核准文书之日后的第九十天对之生效。

第五条：临时实施

任何缔约方可在本修正对其生效前的任何时间声明，其将临时实施第 2J 条载列的控制措施以及第 7 条中的相应报告义务，直至本修正生效。

Decision XXVIII/1: Further Amendment of the Montreal Protocol

To adopt, in accordance with the procedure laid down in paragraph 4 of Article 9 of the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer, the Amendment to the Montreal Protocol set out in annex I to the report of the Twenty-Eighth Meeting of the Parties;

Amendment to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer

Article I: Amendment

Article 1, paragraph 4

In paragraph 4 of Article 1 of the Protocol, for the words:

“Annex C or Annex E”

there shall be substituted:

“Annex C, Annex E or Annex F”

Article 2, paragraph 5

In paragraph 5 of Article 2 of the Protocol, for the words:

“and Article 2H”

there shall be substituted:

“Articles 2H and 2J”

Article 2, paragraphs 8 (a), 9 (a) and 11

In paragraphs 8 (a) and 11 of Article 2 of the Protocol, for the words:

“Articles 2A to 2I”

there shall be substituted:

“Articles 2A to 2J”

The following words shall be added at the end of subparagraph (a) of paragraph 8 of Article 2 of the Protocol:

“Any such agreement may be extended to include obligations respecting consumption or production under Article 2J provided that the total combined calculated level of consumption or production of the Parties concerned does not exceed the levels required by Article 2J.”

In subparagraph (a) (i) of paragraph 9 of Article 2 of the Protocol, after the second use of the words:

“should be;”

there shall be deleted:

“and”

Subparagraph (a) (ii) of paragraph 9 of Article 2 of the Protocol shall be renumbered as subparagraph (a) (iii).

The following shall be added as subparagraph (a) (ii) after subparagraph (a) (i) of paragraph 9 of Article 2 of the Protocol:

“Adjustments to the global warming potentials specified in Group I of Annex A, Annex C and Annex F should be made and, if so, what the adjustments should be; and”

Article 2J

The following Article shall be inserted after Article 2I of the Protocol:

“Article 2J: Hydrofluorocarbons

1. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2019, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Annex F, expressed in CO₂ equivalents, does not exceed the percentage, set out for the respective range of years specified in subparagraphs (a) to (e) below, of the annual average of its calculated levels of consumption of Annex F controlled substances for the years 2011, 2012 and 2013, plus fifteen per cent of its calculated level of

consumption of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 1 of Article 2F, expressed in CO₂ equivalents:

- (a) 2019 to 2023: 90 per cent
- (b) 2024 to 2028: 60 per cent
- (c) 2029 to 2033: 30 per cent
- (d) 2034 to 2035: 20 per cent
- (e) 2036 and thereafter: 15 per cent

2. Notwithstanding paragraph 1 of this Article, the Parties may decide that a Party shall ensure that, for the twelve-month period commencing on 1 January 2020, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Annex F, expressed in CO₂ equivalents, does not exceed the percentage, set out for the respective range of years specified in subparagraphs (a) to (e) below, of the annual average of its calculated levels of consumption of Annex F controlled substances for the years 2011, 2012 and 2013, plus twenty-five per cent of its calculated level of consumption of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 1 of Article 2F, expressed in CO₂ equivalents:

- (a) 2020 to 2024: 95 per cent
- (b) 2025 to 2028: 65 per cent
- (c) 2029 to 2033: 30 per cent
- (d) 2034 to 2035: 20 per cent
- (e) 2036 and thereafter: 15 per cent

3. Each Party producing the controlled substances in Annex F shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2019, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of production of the controlled substances in Annex F, expressed in CO₂ equivalents, does not exceed the percentage, set out for the respective range of years specified in subparagraphs (a) to (e) below, of the annual average of its calculated levels of production of Annex F controlled substances for the years 2011, 2012 and 2013, plus fifteen per cent of its calculated level of production of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 2 of Article 2F, expressed in CO₂ equivalents:

- (a) 2019 to 2023: 90 per cent
- (b) 2024 to 2028: 60 per cent
- (c) 2029 to 2033: 30 per cent
- (d) 2034 to 2035: 20 per cent
- (e) 2036 and thereafter: 15 per cent

4. Notwithstanding paragraph 3 of this Article, the Parties may decide that a Party producing the controlled substances in Annex F shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2020, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of production of the controlled substances in Annex F, expressed in CO₂ equivalents, does not exceed the percentage, set out for the respective range of years specified in subparagraphs (a) to (e) below, of the annual average of its calculated levels of production of Annex F controlled substances for the years 2011, 2012 and 2013, plus twenty-five per cent of its calculated level of production of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 2 of Article 2F, expressed in CO₂ equivalents:

- (a) 2020 to 2024: 95 per cent
- (b) 2025 to 2028: 65 per cent
- (c) 2029 to 2033: 30 per cent
- (d) 2034 to 2035: 20 per cent
- (e) 2036 and thereafter: 15 per cent

5. Paragraphs 1 to 4 of this Article will apply save to the extent that the Parties decide to permit the level of production or consumption that is necessary to satisfy uses agreed by the Parties to be exempted uses.
6. Each Party manufacturing Annex C, Group I, or Annex F substances shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2020, and in each twelve-month period thereafter, its emissions of Annex F, Group II, substances generated in each production facility that manufactures Annex C, Group I, or Annex F substances are destroyed to the extent practicable using technology approved by the Parties in the same twelve-month period.
7. Each Party shall ensure that any destruction of Annex F, Group II, substances generated by facilities that produce Annex C, Group I, or Annex F substances shall occur only by technologies approved by the Parties.

Article 3

The preamble to Article 3 of the Protocol should be replaced with the following:

“1. For the purposes of Articles 2, 2A to 2J and 5, each Party shall, for each group of substances in Annex A, Annex B, Annex C, Annex E or Annex F, determine its calculated levels of:”

For the final semi-colon of subparagraph (a) (i) of Article 3 of the Protocol there shall be substituted:

“, except as otherwise specified in paragraph 2;”

The following text shall be added to the end of Article 3 of the Protocol:

“; and

(d) Emissions of Annex F, Group II, substances generated in each facility that generates Annex C, Group I, or Annex F substances by including, among other things, amounts emitted from equipment leaks, process vents and destruction devices, but excluding amounts captured for use, destruction or storage.

2. When calculating levels, expressed in CO₂ equivalents, of production, consumption, imports, exports and emissions of Annex F and Annex C, Group I, substances for the purposes of Article 2J, paragraph 5 *bis* of Article 2 and paragraph 1 (d) of Article 3, each Party shall use the global warming potentials of those substances specified in Group I of Annex A, Annex C and Annex F.”

Article 4, paragraph 1 sept

The following paragraph shall be inserted after paragraph 1 *sex* of Article 4 of the Protocol:

“1 *sept*. Upon entry into force of this paragraph, each Party shall ban the import of the controlled substances in Annex F from any State not Party to this Protocol.”

Article 4, paragraph 2 sept

The following paragraph shall be inserted after paragraph 2 *sex* of Article 4 of the Protocol:

“2 *sept*. Upon entry into force of this paragraph, each Party shall ban the export of the controlled substances in Annex F to any State not Party to this Protocol.”

Article 4, paragraphs 5, 6 and 7

In paragraphs 5, 6 and 7 of Article 4 of the Protocol, for the words:

“Annexes A, B, C and E”

there shall be substituted:

“Annexes A, B, C, E and F”

Article 4, paragraphs 8

In paragraph 8 of Article 4 of the Protocol, for the words:

“Articles 2A to 2I”

there shall be substituted:

“Articles 2A to 2J”

Article 4B

The following paragraph shall be inserted after paragraph 2 of Article 4B of the Protocol:

“2 *bis*. Each Party shall, by 1 January 2019 or within three months of the date of entry into force of this paragraph for it, whichever is later, establish and implement a system for licensing the import and export of new, used, recycled and reclaimed controlled substances in Annex F. Any Party operating under paragraph 1 of Article 5 that decides it is not in a position to establish and implement such a system by 1 January 2019 may delay taking those actions until 1 January 2021.”

Article 5

In paragraph 4 of Article 5 of the Protocol, for the word:

“2I”

there shall be substituted:

“2J”

In paragraphs 5 and 6 of Article 5 of the Protocol, for the words:

“Article 2I”

there shall be substituted:

“Articles 2I and 2J”

In paragraph 5 of Article 5 of the Protocol, before the words:

“any control measures”

there shall be inserted:

“with”

The following paragraph shall be inserted after paragraph 8 *ter* of Article 5 of the Protocol:

“8 *qua*

(a) Each Party operating under paragraph 1 of this Article, subject to any adjustments made to the control measures in Article 2J in accordance with paragraph 9 of Article 2, shall be entitled to delay its compliance with the control measures set out in subparagraphs (a) to (e) of paragraph 1 of Article 2J and subparagraphs (a) to (e) of paragraph 3 of Article 2J and modify those measures as follows:

- (i) 2024 to 2028: 100 per cent
- (ii) 2029 to 2034: 90 per cent
- (iii) 2035 to 2039: 70 per cent
- (iv) 2040 to 2044: 50 per cent
- (v) 2045 and thereafter: 20 per cent

(b) Notwithstanding subparagraph (a) above, the Parties may decide that a Party operating under paragraph 1 of this Article, subject to any adjustments made to the control measures in Article 2J in accordance with paragraph 9 of Article 2, shall be entitled to delay its compliance with the control measures set out in subparagraphs (a) to (e) of paragraph 1 of Article 2J and subparagraphs (a) to (e) of paragraph 3 of Article 2J and modify those measures as follows:

- (i) 2028 to 2031: 100 per cent
- (ii) 2032 to 2036: 90 per cent
- (iii) 2037 to 2041: 80 per cent
- (iv) 2042 to 2046: 70 per cent
- (v) 2047 and thereafter: 15 per cent

(c) Each Party operating under paragraph 1 of this Article, for the purposes of calculating its consumption baseline under Article 2J, shall be entitled to use the average of its calculated levels of consumption of Annex F controlled substances for the years 2020, 2021 and 2022,

plus sixty-five per cent of its baseline consumption of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 8 *ter* of this Article.

(d) Notwithstanding subparagraph (c) above, the Parties may decide that a Party operating under paragraph 1 of this Article, for the purposes of calculating its consumption baseline under Article 2J, shall be entitled to use the average of its calculated levels of consumption of Annex F controlled substances for the years 2024, 2025 and 2026, plus sixty-five per cent of its baseline consumption of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 8 *ter* of this Article.

(e) Each Party operating under paragraph 1 of this Article and producing the controlled substances in Annex F, for the purposes of calculating its production baseline under Article 2J, shall be entitled to use the average of its calculated levels of production of Annex F controlled substances for the years 2020, 2021 and 2022, plus sixty-five per cent of its baseline production of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 8 *ter* of this Article.

(f) Notwithstanding subparagraph (e) above, the Parties may decide that a Party operating under paragraph 1 of this Article and producing the controlled substances in Annex F, for the purposes of calculating its production baseline under Article 2J, shall be entitled to use the average of its calculated levels of production of Annex F controlled substances for the years 2024, 2025 and 2026, plus sixty-five per cent of its baseline production of Annex C, Group I, controlled substances as set out in paragraph 8 *ter* of this Article.

(g) Subparagraphs (a) to (f) of this paragraph will apply to calculated levels of production and consumption save to the extent that a high-ambient-temperature exemption applies based on criteria decided by the Parties.”

Article 6

In Article 6 of the Protocol, for the words:

“Articles 2A to 2I”

there shall be substituted:

“Articles 2A to 2J”

Article 7, paragraphs 2, 3 and 3 ter

The following line shall be inserted after the line that reads “– in Annex E, for the year 1991,” in paragraph 2 of Article 7 of the Protocol:

“– in Annex F, for the years 2011 to 2013, except that Parties operating under paragraph 1 of Article 5 shall provide such data for the years 2020 to 2022, but those Parties operating under paragraph 1 of Article 5 to which subparagraphs (d) and (f) of paragraph 8 *qua* of Article 5 applies shall provide such data for the years 2024 to 2026;”

In paragraphs 2 and 3 of Article 7 of the Protocol, for the words:

“C and E”

there shall be substituted:

“C, E and F”

The following paragraph shall be added to Article 7 of the Protocol after paragraph 3 *bis*:

“3 *ter*. Each Party shall provide to the Secretariat statistical data on its annual emissions of Annex F, Group II, controlled substances per facility in accordance with paragraph 1 (d) of Article 3 of the Protocol.”

Article 7, paragraph 4

In paragraph 4 of Article 7, after the words:

“statistical data on” and “provides data on”

there shall be added:

“production,”

Article 10, paragraph 1

In paragraph 1 of Article 10 of the Protocol, for the words:

“and Article 2I”

There shall be substituted:

“, Article 2I and Article 2J”

The following shall be inserted at the end of paragraph 1 of Article 10 of the Protocol:

“Where a Party operating under paragraph 1 of Article 5 chooses to avail itself of funding from any other financial mechanism that could result in meeting any part of its agreed incremental costs, that part shall not be met by the financial mechanism under Article 10 of this Protocol.”

Article 17

In Article 17 of the Protocol, for the words:

“Articles 2A to 2I”

there shall be substituted:

“Articles 2A to 2J”

Annex A

The following table shall replace the table for Group I in Annex A to the Protocol:

Group	Substance	Ozone-Depleting Potential*	100-Year Global Warming Potential
<i>Group I</i>			
CFCl ₃	(CFC-11)	1.0	4,750
CF ₂ Cl ₂	(CFC-12)	1.0	10,900
C ₂ F ₃ Cl ₃	(CFC-113)	0.8	6,130
C ₂ F ₄ Cl ₂	(CFC-114)	1.0	10,000
C ₂ F ₅ Cl	(CFC-115)	0.6	7,370

Annex C and Annex F

The following table shall replace the table for Group I in Annex C to the Protocol:

Group	Substance	Number of isomers	Ozone-Depleting Potential*	100-Year Global Warming Potential***
<i>Group I</i>				
CHFCl ₂	(HCFC-21)**	1	0.04	151
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)**	1	0.055	1810
CH ₂ FCl	(HCFC-31)	1	0.02	
C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)	2	0.01–0.04	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	3	0.02–0.08	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)	3	0.02–0.06	77
CHCl ₂ CF ₃	(HCFC-123)**	—	0.02	
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)	2	0.02–0.04	609
CHFClCF ₃	(HCFC-124)**	—	0.022	
C ₂ H ₂ FCl ₃	(HCFC-131)	3	0.007–0.05	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	4	0.008–0.05	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	3	0.02–0.06	
C ₂ H ₃ FCl ₂	(HCFC-141)	3	0.005–0.07	
CH ₃ CFCl ₂	(HCFC-141b)**	—	0.11	725
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	3	0.008–0.07	
CH ₃ CF ₂ Cl	(HCFC-142b)**	—	0.065	2310
C ₂ H ₄ FCl	(HCFC-151)	2	0.003–0.005	

C ₃ HFCI ₆	(HCFC-221)	5	0.015–0.07	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	9	0.01–0.09	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	12	0.01–0.08	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	12	0.01–0.09	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	9	0.02–0.07	
CF ₃ CF ₂ CHCl ₂	(HCFC-225ca)**	–	0.025	122
CF ₂ ClCF ₂ CHClF	(HCFC-225cb)**	–	0.033	595
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	5	0.02–0.10	
C ₃ H ₂ FCl ₅	(HCFC-231)	9	0.05–0.09	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)	16	0.008–0.10	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)	18	0.007–0.23	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	16	0.01–0.28	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	9	0.03–0.52	
C ₃ H ₃ FCl ₄	(HCFC-241)	12	0.004–0.09	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	18	0.005–0.13	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	18	0.007–0.12	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	12	0.009–0.14	
C ₃ H ₄ FCl ₃	(HCFC-251)	12	0.001–0.01	
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	16	0.005–0.04	
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	12	0.003–0.03	
C ₃ H ₅ FCl ₂	(HCFC-261)	9	0.002–0.02	
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	9	0.002–0.02	
C ₃ H ₆ FCl	(HCFC-271)	5	0.001–0.03	

- * Where a range of ODPs is indicated, the highest value in that range shall be used for the purposes of the Protocol. The ODPs listed as a single value have been determined from calculations based on laboratory measurements. Those listed as a range are based on estimates and are less certain. The range pertains to an isomeric group. The upper value is the estimate of the ODP of the isomer with the highest ODP, and the lower value is the estimate of the ODP of the isomer with the lowest ODP.
- ** Identifies the most commercially viable substances with ODP values listed against them to be used for the purposes of the Protocol.
- *** For substances for which no GWP is indicated, the default value 0 applies until a GWP value is included by means of the procedure foreseen in paragraph 9 (a) (ii) of Article 2.

The following annex shall be added to the Protocol after Annex E:

“Annex F: Controlled substances

Group	Substance	100-Year Global Warming Potential
<i>Group I</i>		
CHF ₂ CHF ₂	HFC-134	1,100
CH ₂ FCF ₃	HFC-134a	1,430
CH ₂ FCHF ₂	HFC-143	353
CHF ₂ CH ₂ CF ₃	HFC-245fa	1,030
CF ₃ CH ₂ CF ₂ CH ₃	HFC-365mfc	794
CF ₃ CHFCF ₃	HFC-227ea	3,220
CH ₂ FCF ₂ CF ₃	HFC-236cb	1,340
CHF ₂ CHFCF ₃	HFC-236ea	1,370
CF ₃ CH ₂ CF ₃	HFC-236fa	9,810
CH ₂ FCF ₂ CHF ₂	HFC-245ca	693
CF ₃ CHFCHFCF ₂ CF ₃	HFC-43-10mee	1,640
CH ₂ F ₂	HFC-32	675
CHF ₂ CF ₃	HFC-125	3,500
CH ₃ CF ₃	HFC-143a	4,470
CH ₃ F	HFC-41	92

CH ₂ FCH ₂ F	HFC-152	53
CH ₃ CHF ₂	HFC-152a	124
<i>Group II</i>		
CHF ₃	HFC-23	14,800

Article II: Relationship to the 1999 Amendment

No State or regional economic integration organization may deposit an instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Amendment unless it has previously, or simultaneously, deposited such an instrument to the Amendment adopted at the Eleventh Meeting of the Parties in Beijing, 3 December 1999.

Article III: Relationship to the United Nations Framework Convention on Climate Change and its Kyoto Protocol

This Amendment is not intended to have the effect of excepting hydrofluorocarbons from the scope of the commitments contained in Articles 4 and 12 of the United Nations Framework Convention on Climate Change or in Articles 2, 5, 7 and 10 of its Kyoto Protocol.

Article IV: Entry into force

1. Except as noted in paragraph 2, below, this Amendment shall enter into force on 1 January 2019, provided that at least twenty instruments of ratification, acceptance or approval of the Amendment have been deposited by States or regional economic integration organizations that are Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer. In the event that this condition has not been fulfilled by that date, the Amendment shall enter into force on the ninetieth day following the date on which it has been fulfilled.
2. The changes to Article 4 of the Protocol, Control of trade with non-Parties, set out in Article I of this Amendment shall enter into force on 1 January 2033, provided that at least seventy instruments of ratification, acceptance or approval of the Amendment have been deposited by States or regional economic integration organizations that are Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer. In the event that this condition has not been fulfilled by that date, the Amendment shall enter into force on the ninetieth day following the date on which it has been fulfilled.
3. For purposes of paragraphs 1 and 2, any such instrument deposited by a regional economic integration organization shall not be counted as additional to those deposited by member States of such organization.
4. After the entry into force of this Amendment, as provided under paragraphs 1 and 2, it shall enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval.

Article V: Provisional application

Any Party may, at any time before this Amendment enters into force for it, declare that it will apply provisionally any of the control measures set out in Article 2J, and the corresponding reporting obligations in Article 7, pending such entry into force.

Décision XXVIII/1 : Nouvel Amendement au Protocole de Montréal

D'adopter, conformément à la procédure prévue au paragraphe 4 de l'article 9 de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, l'Amendement au Protocole de Montréal figurant dans l'annexe I du rapport sur les travaux de la vingt-huitième Réunion des Parties;

Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Article I : Amendement

Article 1, paragraphe 4

Au paragraphe 4 de l'article 1 du Protocole, remplacer :

« à l'Annexe C ou à l'Annexe E »

par :

« à l'Annexe C, l'Annexe E ou l'Annexe F »

Article 2, paragraphe 5

Au paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole, remplacer :

« et à l'article 2H »

par :

« et aux articles 2H et 2J »

Article 2, paragraphes 8 a), 9 a) et 11

Aux paragraphes 8 a) et 11 de l'article 2 du Protocole, remplacer :

« des articles 2A à 2I »

par :

« des articles 2A à 2J »

Le texte suivant est ajouté à la suite de l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 2 du Protocole :

« Tout accord de ce type peut être élargi pour inclure des obligations concernant la consommation ou la production au titre de l'article 2J, à condition que le total combiné des niveaux de consommation ou de production des Parties concernées ne dépasse pas les niveaux exigés par l'article 2J. »

Au paragraphe 9 a) i) de l'article 2 du Protocole, après la deuxième occurrence des mots :

« devraient être »

supprimer :

« et »

Renommer l'alinéa a) ii) du paragraphe 9 de l'article 2 du Protocole, qui devient l'alinéa a) iii).

Ajouter après l'alinéa a) i) du paragraphe 9 de l'article 2 du Protocole un alinéa a) ii) ainsi conçu :

« S'il y a lieu d'ajuster les potentiels de réchauffement global indiqués pour les substances du groupe I de l'Annexe A, de l'Annexe C et de l'Annexe F et, dans l'affirmative, quels devraient être les ajustements à apporter; et »

Article 2J

L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 2I du Protocole :

« Article 2J : Hydrofluorocarbones

1. Chaque Partie veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2019, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de consommation des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 15 % de son niveau calculé de consommation des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 1 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :
 - a) 2019 à 2023 : 90 %
 - b) 2024 à 2028 : 60 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
2. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, les Parties peuvent décider qu'une Partie veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2020, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de consommation des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 25 % de son niveau calculé de consommation des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 1 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :
 - a) 2020 à 2024 : 95 %
 - b) 2025 à 2028 : 65 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
3. Chaque Partie produisant des substances réglementées de l'Annexe F veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2019, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de production des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 15 % de son niveau calculé de production des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 2 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :
 - a) 2019 à 2023 : 90 %
 - b) 2024 à 2028 : 60 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
4. Nonobstant le paragraphe 3 du présent article, les Parties peuvent décider qu'une Partie produisant des substances réglementées de l'Annexe F veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2020, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de production des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de

production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 25 % de son niveau calculé de production des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 2 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :

- a) 2020 à 2024 : 95 %
 - b) 2025 à 2028 : 65 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
- 5. Les paragraphes 1 à 4 du présent article s'appliquent sauf si les Parties décident d'autoriser le niveau de production ou de consommation nécessaire pour satisfaire aux utilisations dont elles conviennent au titre de dérogations.
 - 6. Chaque Partie qui fabrique des substances du groupe I de l'Annexe C ou des substances de l'Annexe F veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2020, et ensuite pendant chaque période de douze mois, ses émissions de substances du groupe II de l'Annexe F engendrées par les installations produisant des substances du groupe I de l'Annexe C ou des substances de l'Annexe F sont détruites dans la mesure du possible au moyen de technologies approuvées par les Parties au cours de la même période de douze mois.
 - 7. Chaque Partie veille à ce que la destruction des substances du groupe II de l'Annexe F engendrées par les installations produisant des substances du groupe I de l'Annexe C ou de l'Annexe F ne s'opère qu'au moyen de technologies approuvées par les Parties.

Article 3

Le préambule de l'article 3 du Protocole est remplacé par le texte qui suit :

« 1. Aux fins des articles 2, 2A à 2J et 5, chaque Partie détermine, pour chacun des groupes de substances des Annexes A, B, C, E ou F, les niveaux calculés : »

À la fin de l'alinéa a) i) de l'article 3 du Protocole, ajouter :

« , sauf comme spécifié au paragraphe 2; »

Le texte suivant est ajouté à la fin de l'article 3 du Protocole :

« ; et

d) des émissions de substances du groupe II de l'Annexe F engendrées par chaque installation de production de substances du groupe I de l'Annexe C ou de substances de l'Annexe F, en incluant les émissions provenant de fuites éventuelles des équipements, des conduites d'évacuation et des dispositifs de destruction, et en excluant les émissions captées aux fins d'utilisation, de destruction ou de stockage.

2. Lorsqu'elle calcule ses niveaux, exprimés en équivalent CO₂, de production, de consommation, d'importation, d'exportation et d'émission de substances de l'Annexe F et du groupe I de l'Annexe C aux fins de l'article 2J, du paragraphe 5 *bis* de l'article 2 et du paragraphe 1 d) de l'article 3, chaque Partie utilise les potentiels de réchauffement global de ces substances spécifiées à l'Annexe A, groupe I, à l'Annexe C et à l'Annexe F. »

Article 4, paragraphe 1 sept

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 1 *sex* de l'article 4 du Protocole :

« 1 *sept*. Dès l'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'importation des substances réglementées de l'Annexe F à partir de tout État qui n'est pas Partie au présent Protocole. »

Article 4, paragraphe 2 sept

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 2 *sex* de l'article 4 du Protocole :

« 2 *sept*. Dès l'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'exportation des substances réglementées de l'Annexe F vers tout État qui n'est pas Partie au présent Protocole. »

Article 4, paragraphes 5, 6 et 7

Aux paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 4 du Protocole, remplacer :

« Annexes A, B, C et E »

par :

« Annexes A, B, C, E et F »

Article 4, paragraphe 8

Au paragraphe 8 de l'article 4 du Protocole, remplacer :

« articles 2A à 2I »

par :

« articles 2A à 2J »

Article 4B

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 2 de l'article 4B du Protocole :

« 2 *bis*. Chaque Partie établit et met en œuvre, d'ici le 1^{er} janvier 2019 ou dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe en ce qui la concerne, la date la plus éloignée étant retenue, un système d'octroi de licences pour les importations et les exportations de substances réglementées nouvelles, utilisées, recyclées ou régénérées de l'Annexe F. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 qui décide qu'elle n'est pas en mesure d'établir et de mettre en œuvre un tel système d'ici au 1^{er} janvier 2019 peut reporter au 1^{er} janvier 2021 l'adoption de ces mesures. »

Article 5

Au paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole, remplacer :

« 2I »

par :

« 2J »

Aux paragraphes 5 et 6 de l'article 5 du Protocole, remplacer :

« article 2I »

par :

« articles 2I et 2J »

Au paragraphe 5 de l'article 5 du Protocole, avant :

« à toute mesure de réglementation »

ajouter :

« avec »

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 8 *ter* de l'article 5 du Protocole :

« 8 *qua*

a) Toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, sous réserve de tout ajustement apporté aux mesures de réglementation énoncées à l'article 2J conformément au paragraphe 9 de l'article 2, à surseoir au respect des mesures de réglementation énoncées aux alinéas a) à e) du paragraphe 1 de l'article 2J et aux alinéas a) à e) du paragraphe 3 de l'article 2J, et à modifier ces mesures comme suit :

- i) 2024 à 2028 : 100 %
- ii) 2029 à 2034 : 90 %
- iii) 2035 à 2039 : 70 %
- iv) 2040 à 2044 : 50 %

v) 2045 et au-delà : 20 %

b) Nonobstant l'alinéa a) ci-dessus, les Parties peuvent décider qu'une Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, sous réserve de tout ajustement apporté aux mesures de réglementation énoncées à l'article 2J conformément au paragraphe 9 de l'article 2, à surseoir au respect des mesures de réglementation énoncées aux alinéas a) à e) du paragraphe 1 de l'article 2J et aux alinéas a) à e) du paragraphe 3 de l'article 2J, et à modifier ces mesures comme suit :

i) 2028 à 2031 : 100 %

ii) 2032 à 2036 : 90 %

iii) 2037 à 2041 : 80 %

iv) 2042 à 2046 : 70 %

v) 2047 et au-delà : 15 %

c) Chaque Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, pour calculer sa consommation de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2020, 2021 et 2022, plus 65 % de sa consommation de référence pour les substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

d) Nonobstant l'alinéa c) ci-dessus, les Parties peuvent décider qu'une Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, pour calculer sa consommation de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2024, 2025 et 2026, plus 65 % de sa consommation de référence pour les substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

e) Chaque Partie visée au paragraphe 1 du présent article qui produit des substances réglementées de l'Annexe F est autorisée, pour calculer sa production de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2020, 2021 et 2022, plus 65 % de sa production de référence des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

f) Nonobstant l'alinéa e) ci-dessus, les Parties peuvent décider qu'une Partie visée au paragraphe 1 du présent article qui produit des substances réglementées de l'Annexe F, est autorisée, pour calculer sa production de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2024, 2025 et 2026, plus 65 % de sa production de référence des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

g) Les alinéas a) à f) du présent paragraphe s'appliquent aux niveaux calculés de production et de consommation, sauf si une dérogation pour températures ambiantes élevées est applicable sur la base des critères arrêtés par les Parties. »

Article 6

À l'article 6 du Protocole, remplacer :

« articles 2A à 2I »

par :

« articles 2A à 2J »

Article 7, paragraphes 2, 3 et 3 ter

Le texte suivant est ajouté à la suite du texte qui se lit « – À l'Annexe E, pour l'année 1991, » au paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole :

« – À l'Annexe F, pour les années 2011 à 2013, étant entendu que les Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 fourniront ces données pour les années 2020 à 2022, mais que les Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 auxquelles s'appliquent les alinéas d) et f) du paragraphe 8 *qua* de l'article 5 fourniront ces données pour les années 2024 à 2026; »

Aux paragraphes 2 et 3 de l'article 7 du Protocole, remplacer :

« C et E »

par :

« C, E et F »

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 3 *bis* de l'article 7 du Protocole :

« 3 *ter*. Chaque Partie fournit au Secrétariat des données statistiques sur ses émissions annuelles des substances réglementées du groupe II de l'Annexe F pour chaque installation de production, conformément au paragraphe 1 d) de l'article 3 du Protocole. »

Article 7, paragraphe 4

Au paragraphe 4 de l'article 7, après :

« données statistiques sur » et « fournit des données sur »,

ajouter :

« la production, »

Article 10, paragraphe 1

Au paragraphe 1 de l'article 10 du Protocole, remplacer :

« et article 2I »

par :

« , article 2I et article 2J »

Le texte suivant est ajouté à la fin du paragraphe 1 de l'article 10 du Protocole :

« Lorsqu'une Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 choisit de bénéficier des fonds d'un autre mécanisme de financement pour couvrir une part quelconque de ses surcoûts convenus, cette part n'est pas couverte par le mécanisme de financement prévu à l'article 10 du présent Protocole. »

Article 17

À l'article 17 du Protocole, remplacer :

« des articles 2A à 2I »

par :

« des articles 2A à 2J »

Annexe A

Le tableau ci-après remplace le tableau correspondant au groupe I de l'Annexe A du Protocole :

Groupe	Substance	Potentiel de destruction de l'ozone*	Potentiel de réchauffement global sur 100 ans
<i>Groupe I</i>			
CFCI ₃	(CFC-11)	1,0	4 750
CF ₂ Cl ₂	(CFC-12)	1,0	10 900
C ₂ F ₃ Cl ₃	(CFC-113)	0,8	6 130
C ₂ F ₄ Cl ₂	(CFC-114)	1,0	10 000
C ₂ F ₅ Cl	(CFC-115)	0,6	7 370

Annexe C et Annexe F

Le tableau ci-après remplace le tableau correspondant au groupe I de l'Annexe C du Protocole :

Groupe	Substance	Nombre d'isomères	Potentiel de destruction de l'ozone*	Potentiel de réchauffement global sur 100 ans***
<i>Groupe I</i>				
CHFC1 ₂	(HCFC-21)**	1	0,04	151
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)**	1	0,055	1 810
CH ₂ FC1	(HCFC-31)	1	0,02	
C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)	2	0,01–0,04	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	3	0,02–0,08	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)	3	0,02–0,06	77
CHCl ₂ CF ₃	(HCFC-123)**	–	0,02	
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)	2	0,02–0,04	609
CHFClCF ₃	(HCFC-124)**	–	0,022	
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)	3	0,007–0,05	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	4	0,008–0,05	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	3	0,02–0,06	
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)	3	0,005–0,07	
CH ₃ CFCl ₂	(HCFC-141b)**	–	0,11	725
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	3	0,008–0,07	
CH ₃ CF ₂ Cl	(HCFC-142b)**	–	0,065	2 310
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)	2	0,003–0,005	
C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)	5	0,015–0,07	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	9	0,01–0,09	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	12	0,01–0,08	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	12	0,01–0,09	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	9	0,02–0,07	
CF ₃ CF ₂ CHCl ₂	(HCFC-225ca)**	–	0,025	122
CF ₂ ClCF ₂ CHClF	(HCFC-225cb)**	–	0,033	595
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	5	0,02–0,10	
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)	9	0,05–0,09	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)	16	0,008–0,10	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)	18	0,007–0,23	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	16	0,01–0,28	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	9	0,03–0,52	
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)	12	0,004–0,09	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	18	0,005–0,13	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	18	0,007–0,12	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	12	0,009–0,14	
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)	12	0,001–0,01	
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	16	0,005–0,04	
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	12	0,003–0,03	
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)	9	0,002–0,02	
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	9	0,002–0,02	
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)	5	0,001–0,03	

* Lorsqu'une fourchette est indiquée pour les valeurs du potentiel de destruction de l'ozone (PDO), c'est la valeur la plus élevée de cette fourchette qui est utilisée aux fins du Protocole. Lorsqu'un seul chiffre est indiqué comme valeur du PDO, celui-ci a été déterminé à partir de calculs reposant sur des mesures en laboratoire. Les valeurs indiquées pour la fourchette reposent sur des estimations et sont donc moins certaines. La fourchette se rapporte à un groupe d'isomères. La valeur supérieure correspond à l'estimation du PDO de l'isomère au PDO le plus élevé et la valeur inférieure à l'estimation du PDO de l'isomère au PDO le plus faible.

** Désigne les substances les plus viables commercialement, dont les valeurs indiquées pour le potentiel de destruction de l'ozone (PDO) doivent être utilisées aux fins du Protocole.

*** S'agissant des substances pour lesquelles aucun PRG n'est indiqué, la valeur zéro a été appliquée par défaut jusqu'à ce qu'une valeur du PRG soit incluse au moyen de la procédure prévue au paragraphe 9 a) ii) de l'article 2.

L'annexe ci-après est ajoutée au Protocole après l'Annexe E :

« Annexe F : Substances réglementées »

Groupe	Substance	Potentiel de réchauffement global sur 100 ans
<i>Groupe I</i>		
CHF ₂ CHF ₂	HFC-134	1 100
CH ₂ FCF ₃	HFC-134a	1 430
CH ₂ FCHF ₂	HFC-143	353
CHF ₂ CH ₂ CF ₃	HFC-245fa	1 030
CF ₃ CH ₂ CF ₂ CH ₃	HFC-365mfc	794
CF ₃ CHFCF ₃	HFC-227ea	3 220
CH ₂ FCF ₂ CF ₃	HFC-236cb	1 340
CHF ₂ CHFCF ₃	HFC-236ea	1 370
CF ₃ CH ₂ CF ₃	HFC-236fa	9 810
CH ₂ FCF ₂ CHF ₂	HFC-245ca	693
CF ₃ CHFCHFCF ₂ CF ₃	HFC-43-10mee	1 640
CH ₂ F ₂	HFC-32	675
CHF ₂ CF ₃	HFC-125	3 500
CH ₃ CF ₃	HFC-143a	4 470
CH ₃ F	HFC-41	92
CH ₂ FCH ₂ F	HFC-152	53
CH ₃ CHF ₂	HFC-152a	124
<i>Groupe II</i>		
CHF ₃	HFC-23	14 800

Article II : Relations avec l'Amendement de 1999

Aucun État ni organisation régionale d'intégration économique ne peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Amendement ou d'adhésion au présent Amendement, s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un tel instrument à l'Amendement adopté par la onzième Réunion des Parties à Beijing, le 3 décembre 1999.

Article III : Relations avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto y relatif

Le présent Amendement ne vise pas à exclure les hydrofluorocarbones de la portée des engagements énoncés aux articles 4 et 12 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aux articles 2, 5, 7 et 10 du Protocole de Kyoto y relatif.

Article IV : Entrée en vigueur

1. Sauf comme indiqué au paragraphe 2 ci-dessous, le présent Amendement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, sous réserve du dépôt, à cette date, d'au moins vingt instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Amendement par des États ou des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été respectée, le présent Amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle cette condition a été remplie.

2. Les modifications apportées à l'article 4 du Protocole (Réglementation des échanges commerciaux avec les États non Parties au Protocole), qui figurent à l'article I du présent Amendement, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2033, sous réserve du dépôt d'au moins soixante-dix instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Amendement par des États ou des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties au Protocole de

Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été respectée, le présent Amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle cette condition a été remplie.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun instrument déposé par une organisation régionale d'intégration économique ne saurait être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de cette organisation.

4. Après son entrée en vigueur comme prévu aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, le présent Amendement entre en vigueur pour toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article V : Application provisoire

Toute Partie peut, à tout moment avant l'entrée en vigueur du présent Amendement pour ce qui la concerne, déclarer qu'elle appliquera à titre provisoire toute mesure de réglementation énoncée à l'article 2J et qu'elle s'acquittera de l'obligation correspondante de communiquer des données au titre de l'article 7 en attendant l'entrée en vigueur de l'Amendement.

Решение XXVIII/1: Внесение дополнительных изменений в Монреальский протокол

Принять в соответствии с процедурой, изложенной в пункте 4 статьи 9 Венской конвенции об охране озонового слоя, поправку к Монреальскому протоколу, изложенную в приложении I к докладу о работе двадцать восьмого Совещания Сторон;

Внесение изменений в Монреальский протокол по веществам, разрушающим озоновый слой

Статья I: Поправка

Статья 1, пункт 4

В пункте 4 статьи 1 Протокола слова:

«приложении С или приложении Е»

заменить словами:

«приложении С, приложении Е или приложении F»

Статья 2, пункт 5

В пункте 5 статьи 2 Протокола слова:

«и статье 2H»

заменить словами:

«статьях 2H и 2J»

Статья 2, пункты 8 а), 9 а) и 11

В пунктах 8 а) и 11 статьи 2 Протокола слова:

«статей 2A-2I»

заменить словами:

«статей 2A-2J»

Подпункт а) пункта 8 статьи 2 Протокола дополнить в конце следующими словами:

«Любое такое решение может быть расширено для включения обязательств в отношении потребления и производства согласно статье 2J, при условии, что общий суммарный расчетный уровень потребления или производства этих Сторон не превышает уровней, установленных в статье 2J.»

В подпункте а) i) пункта 9 статьи 2 Протокола после слова:

«какую;»

исключить слово:

«и»

Изменить порядковое обозначение подпункта а) ii) пункта 9 статьи 2 Протокола на а) iii).

Статью 2 Протокола после подпункта а) i) пункта 9 дополнить подпунктом а) ii) следующего содержания:

«обеспечить корректировку потенциалов глобального потепления, указанных в группе I приложения А, приложении С и приложении F, и если да, то какую; и»

Статья 2J

После статьи 2I дополнить Протокол статьей следующего содержания:

«Статья 2J: Гидрофторуглероды

1. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2019 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев расчетный уровень потребления ею регулируемых веществ, включенных в приложение F, выраженный в эквиваленте CO₂, не превышал процентного показателя, установленного на соответствующий диапазон лет, как указано в подпунктах а)-е) ниже, от среднегодового значения ее расчетных уровней потребления регулируемых веществ, включенных в приложение F, за

2011, 2012 и 2013 годы в сумме с пятнадцатью процентами от расчетного уровня потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I приложения С, как указано в пункте 1 статьи 2F, выраженного в эквиваленте CO₂:

- a) с 2019 года по 2023 год: 90%
- b) с 2024 года по 2028 год: 60%
- c) с 2029 года по 2033 год: 30%
- d) с 2034 года по 2035 год: 20%
- e) 2036 и последующие годы: 15%

2. Несмотря на положения пункта 1 настоящей статьи, Сторонами может быть принято решение о том, чтобы любой Стороной обеспечивалось, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2020 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев расчетный уровень потребления ею регулируемых веществ, включенных в приложение F, выраженный в эквиваленте CO₂, не превышал процентного показателя, установленного на соответствующий диапазон лет, как указано в подпунктах а)-е) ниже, от среднегодового значения ее расчетных уровней потребления регулируемых веществ, включенных в приложение F, за 2011, 2012 и 2013 годы в сумме с двадцатью пятью процентами от расчетного уровня потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I приложения С, как указано в пункте 1 статьи 2F, выраженного в эквиваленте CO₂:

- a) с 2020 года по 2024 год: 95%
- b) с 2025 года по 2028 год: 65%
- c) с 2029 года по 2033 год: 30%
- d) с 2034 года по 2035 год: 20%
- e) 2036 и последующие годы: 15%

3. Каждая Сторона, которой производятся регулируемые вещества, включенные в приложение F, обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2019 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев расчетный уровень производства ею регулируемых веществ, включенных в приложение F, выраженный в эквиваленте CO₂, не превышал процентного показателя, установленного на соответствующий диапазон лет, как указано в подпунктах а)-е) ниже, от среднегодового значения ее расчетных уровней производства регулируемых веществ, включенных в приложение F, за 2011, 2012 и 2013 годы в сумме с пятнадцатью процентами от расчетного уровня производства ею регулируемых веществ, включенных в группу I приложения С, как указано в пункте 2 статьи 2F, выраженного в эквиваленте CO₂:

- a) с 2019 года по 2023 год: 90%
- b) с 2024 года по 2028 год: 60%
- c) с 2029 года по 2033 год: 30%
- d) с 2034 года по 2035 год: 20%
- e) 2036 и последующие годы: 15%

4. Несмотря на положения пункта 3 настоящей статьи, Сторонами может быть принято решение о том, чтобы любой Стороной, которой производятся регулируемые вещества, включенные в приложение F, обеспечивалось, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2020 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев расчетный уровень производства ею регулируемых веществ, включенных в приложение F, выраженный в эквиваленте CO₂, не превышал процентного показателя, установленного на соответствующий диапазон лет, как указано в подпунктах а)-е) ниже, от среднегодового значения ее расчетных уровней производства регулируемых веществ, включенных в приложение F, за 2011, 2012 и 2013 годы в сумме с двадцатью пятью процентами от расчетного уровня производства ею регулируемых веществ, включенных в

группу I приложения С, как указано в пункте 2 статьи 2F, выраженного в эквиваленте CO₂:

- a) с 2020 года по 2024 год: 95%
 - b) с 2025 года по 2028 год: 65%
 - c) с 2029 года по 2033 год: 30%
 - d) с 2034 года по 2035 год: 20%
 - e) 2036 и последующие годы: 15%
5. Пункты 1-4 настоящей статьи применяются за исключением тех случаев, когда Стороны принимают решение разрешить такой уровень производства или потребления, который необходим для удовлетворения тех видов применения, в отношении которых Стороны договорились применять исключения.
6. Каждая Сторона, которой производятся вещества, включенные в группу I приложения С или в приложение F, обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2020 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев выбрасываемые ею включенные в группу II приложения F вещества, образовавшиеся на каждом производственном объекте, на котором производятся вещества, включенные в группу I приложения С или в приложение F, уничтожались, насколько это практически возможно, с применением технологий, утвержденных Сторонами, в течение того же самого периода двенадцати месяцев.
7. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы любое уничтожение веществ, включенных в группу II приложения F, образовавшихся на объектах, на которых производятся вещества, включенные в группу I приложения С или в приложение F, происходило лишь с применением технологий, утвержденных Сторонами.

Статья 3

Текст преамбулы в статье 3 Протокола заменить текстом следующего содержания:

«1. Для целей статей 2, 2A-2J и 5 каждая Сторона для каждой группы веществ в приложении А, приложении В, приложении С, приложении Е или приложении F определяет свои расчетные уровни:»

Последний знак препинания «точка с запятой» в подпункте а) i) статьи 3 Протокола заменить словами:

«, если иное не предусмотрено в пункте 2;»

Статью 3 Протокола в конце дополнить текстом следующего содержания:

«; и

d) выбросов включенных в группу II приложения F веществ, образовавшихся на объектах, на которых производятся вещества, включенные в группу I приложения С или в приложение F, включая, среди прочего, количества, выделяемые в результате утечек из оборудования, технологического отвода или использования средств уничтожения, но исключая количества, уловленные для применения, уничтожения или хранения.

2. При расчете выражаемых в эквиваленте CO₂ уровней производства, потребления, импорта, экспорта и выбросов веществ, включенных в приложение F и в группу I приложения С, для целей статьи 2J, пункта 5-бис статьи 2 и пункта 1 d) статьи 3 каждая Сторона использует показатели потенциалов глобального потепления для этих веществ, как указано в группе I приложения А, приложении С и приложении F.»

Статья 4, пункт 1-септ

Статью 4 Протокола после пункта 1-секс дополнить пунктом следующего содержания:

«1-септ. По вступлении в силу настоящего пункта каждая Сторона запрещает импорт регулируемых веществ, включенных в приложение F, из любого государства, которое не является Стороной настоящего Протокола.»

Статья 4, пункт 2-септ

Статью 4 Протокола после пункта 2-секс дополнить пунктом следующего содержания:

«2-септ. По вступлении в силу настоящего пункта каждая Сторона запрещает экспорт регулируемых веществ, включенных в приложение F, в любое государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола.»

Статья 4, пункты 5, 6 и 7

В пунктах 5, 6 и 7 статьи 4 Протокола слова:

«приложения A, B, C и E»

заменить словами:

«приложения A, B, C, E и F»

Статья 4, пункт 8

В пункте 8 статьи 4 Протокола слова:

«статей 2A-2I»

заменить словами:

«статей 2A-2J»

Статья 4B

Статью 4B Протокола после пункта 2 дополнить пунктом следующего содержания:

«2-бис. Каждая Сторона к 1 января 2019 года или в течение трех месяцев после дня вступления в силу для нее настоящего пункта, если наступит позднее, создает и внедряет систему лицензирования импорта и экспорта новых, использованных, рециркулированных и утилизированных регулируемых веществ, включенных в приложение F. Любая Сторона, действующая в рамках пункта 1 статьи 5, полагающая, что она не в состоянии создать и внедрить такую систему к 1 января 2019 года, может отложить принятие таких мер до 1 января 2021 года.»

Статья 5

В пункте 4 статьи 5 Протокола слово:

«2I»

заменить словом:

«2J»

В пунктах 5 и 6 статьи 5 Протокола слова:

«статьей 2I»

заменить словами:

«статьями 2I и 2J»

Пункт 5 статьи 5 Протокола перед словами:

«любых мер регулирования»

слова «а также» заменить словом:

«и»

Статью 5 Протокола после пункта 8-тер дополнить пунктом следующего содержания:

«8-ква

а) каждая Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, с учетом любых корректировок, внесенных в меры регулирования, предусмотренные статьей 2J, в соответствии с пунктом 9 статьи 2, имеет право отложить соблюдение ею мер регулирования, изложенных в подпунктах а)-е) пункта 1 статьи 2J и подпунктах а)-е) пункта 3 статьи 2J, и изменять эти меры следующим образом:

i) с 2024 года по 2028 год: 100%

- ii) с 2029 года по 2034 год: 90%
 - iii) с 2035 года по 2039 год: 70%
 - iv) с 2040 года по 2044 год: 50%
 - v) 2045 и последующие годы: 20%
- b) несмотря на положения подпункта а) выше, Сторонами может быть принято решение о том, что Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, с учетом любых корректировок, внесенных в меры регулирования, предусмотренные статьей 2J, в соответствии с пунктом 9 статьи 2, имеет право отложить соблюдение ею мер регулирования, изложенных в подпунктах а)-е) пункта 1 статьи 2J и подпунктах а)-е) пункта 3 статьи 2J, и изменять эти меры следующим образом:
- i) с 2028 года по 2031 год: 100%
 - ii) с 2032 года по 2036 год: 90%
 - iii) с 2037 года по 2041 год: 80%
 - iv) с 2042 года по 2046 год: 70%
 - v) 2047 и последующие годы: 15%
- c) каждая Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, для целей расчета своего базового уровня потребления в соответствии со статьей 2J имеет право использовать среднее значение ее расчетных уровней потребления регулируемых веществ, включенных в приложение F, за 2020, 2021 и 2022 годы в сумме с шестидесятью пятью процентами от базового уровня потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I приложения C, как указано в пункте 8-тер настоящей статьи.
- d) несмотря на положения подпункта c) выше, Сторонами может быть принято решение о том, что Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, для целей расчета своего базового уровня потребления в соответствии со статьей 2J имеет право использовать среднее значение ее расчетных уровней потребления регулируемых веществ, включенных в приложение F, за 2024, 2025 и 2026 годы в сумме с шестидесятью пятью процентами от базового уровня потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I приложения C, как указано в пункте 8-тер настоящей статьи.
- e) каждая Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, которой производятся вещества, включенные в приложение F, для целей расчета своего базового уровня производства в соответствии со статьей 2J имеет право использовать среднее значение ее расчетных уровней производства регулируемых веществ, включенных в приложение F, за 2020, 2021 и 2022 годы в сумме с шестидесятью пятью процентами от базового уровня производства ею регулируемых веществ, включенных в группу I приложения C, как указано в пункте 8-тер настоящей статьи.
- f) несмотря на положения подпункта e) выше, Сторонами может быть принято решение о том, что Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, которой производятся вещества, включенные в приложение F, для целей расчета своего базового уровня производства в соответствии со статьей 2J имеет право использовать среднее значение ее расчетных уровней производства регулируемых веществ, включенных в приложение F, за 2024, 2025 и 2026 годы в сумме с шестидесятью пятью процентами от базового уровня производства ею регулируемых веществ, включенных в группу I приложения C, как указано в пункте 8-тер настоящей статьи.
- g) подпункты а)–f) настоящего пункта применяются к расчетным уровням производства и потребления кроме тех случаев, когда применяется исключение в связи с высокой температурой окружающего воздуха, на основе критериев, определенных Сторонами.»

Статья 6

В статье 6 Протокола слова:

«статьях 2A-2I»

заменить словами:

«статьях 2А-2J»

Статья 7, пункты 2, 3 и 3-тер

Пункт 2 статьи 7 Протокола после строки « – приложения Е – за 1991 год» дополнить строкой следующего содержания:

«– приложения F – за 2011-2013 годы, за исключением Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, которыми представляются такие данные за 2020-2022 годы, и Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, к которым применяются подпункты d) и f) пункта 8-ква статьи 5 и которыми представляются такие данные за 2024-2026 годы;»

В пунктах 2 и 3 статьи 7 Протокола слова:

«С и Е»

заменить словами:

«С, Е и F»

Дополнить статью пункта 7 Протокола после пункта 3-бис пунктом следующего содержания:

«3-тер. Каждая Сторона предоставляет секретариату статистические данные о своих ежегодных выбросах регулируемых веществ, включенных в группу II приложения F, по объектам в соответствии с пунктом 1 d) статьи 3 Протокола.»

Статья 7, пункт 4

Пункт 4 статьи 7 после слов:

«статистических данных» и «представляет данные»

дополнить словами:

«о производстве,»

Статья 10, пункт 1

В пункте 1 статьи 10 Протокола слова:

«и статье 2I»

заменить словами:

«, статье 2I и статье 2J»

Пункт 1 статьи 10 Протокола в конце дополнить текстом следующего содержания:

«Если Сторона, действующая в рамках пункта 1 статьи 5, решает воспользоваться финансированием за счет иного механизма финансирования и это может привести к покрытию какой-либо части ее согласованных дополнительных расходов, то эта часть не подлежит покрытию за счет механизма финансирования, предусмотренного в статье 10 настоящего Протокола.»

Статья 17

В статье 17 Протокола слова:

«статья 2А-2I»

заменить словами:

«статья 2А-2J»

Приложение А

Заменить таблицу для группы I в приложении А к Протоколу таблицей следующего содержания:

Группа	Вещество	Озоноразрушающая способность*	Столетний потенциал глобального потепления
<i>Группа I</i>			
CFCl ₃	(ХФУ-11)	1,0	4 750
CF ₂ Cl ₂	(ХФУ-12)	1,0	10 900
C ₂ F ₃ Cl ₃	(ХФУ-113)	0,8	6 130
C ₂ F ₄ Cl ₂	(ХФУ-114)	1,0	10 000
C ₂ F ₃ Cl	(ХФУ-115)	0,6	7 370

Приложение С и приложение F

Заменить таблицу для группы I в приложении С к Протоколу таблицей следующего содержания:

Группа	Вещество	Число изомеров	Озоноразрушающая способность*	Столетний потенциал глобального потепления***
<i>Группа I</i>				
CHFCl ₂	(ГХФУ-21)**	1	0,04	151
CHF ₂ Cl	(ГХФУ-22)**	1	0,055	1 810
CH ₂ FCl	(ГХФУ-31)	1	0,02	
C ₂ HFCl ₄	(ГХФУ-121)	2	0,01-0,04	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(ГХФУ-122)	3	0,02-0,08	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(ГХФУ-123)	3	0,02-0,06	77
CHCl ₂ CF ₃	(ГХФУ-123)**	-	0,02	
C ₂ HF ₄ Cl	(ГХФУ-124)	2	0,02-0,04	609
CHFClCF ₃	(ГХФУ-124)**	-	0,022	
C ₂ H ₂ FCl ₃	(ГХФУ-131)	3	0,007-0,05	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(ГХФУ-132)	4	0,008-0,05	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(ГХФУ-133)	3	0,02-0,06	
C ₂ H ₃ FCl ₂	(ГХФУ-141)	3	0,005-0,07	
CH ₃ CFCl ₂	(ГХФУ-141b)**	-	0,11	725
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(ГХФУ-142)	3	0,008-0,07	
CH ₃ CF ₂ Cl	(ГХФУ-142b)**	-	0,065	2 310
C ₂ H ₄ FCl	(ГХФУ-151)	2	0,003-0,005	
C ₃ HFCl ₆	(ГХФУ-221)	5	0,015-0,07	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(ГХФУ-222)	9	0,01-0,09	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(ГХФУ-223)	12	0,01-0,08	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(ГХФУ-224)	12	0,01-0,09	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(ГХФУ-225)	9	0,02-0,07	
CF ₃ CF ₂ CHCl ₂	(ГХФУ-225ca)**	-	0,025	122
CF ₂ ClCF ₂ CHClF	(ГХФУ-225cb)**	-	0,033	595
C ₃ HF ₆ Cl	(ГХФУ-226)	5	0,02-0,10	
C ₃ H ₂ FCl ₅	(ГХФУ-231)	9	0,05-0,09	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(ГХФУ-232)	16	0,008-0,10	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(ГХФУ-233)	18	0,007-0,23	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(ГХФУ-234)	16	0,01-0,28	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(ГХФУ-235)	9	0,03-0,52	
C ₃ H ₃ FCl ₄	(ГХФУ-241)	12	0,004-0,09	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(ГХФУ-242)	18	0,005-0,13	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(ГХФУ-243)	18	0,007-0,12	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(ГХФУ-244)	12	0,009-0,14	
C ₃ H ₄ FCl ₃	(ГХФУ-251)	12	0,001-0,01	

Группа	Вещество	Число изомеров	Озоноразрушающая способность*	Столетний потенциал глобального потепления***
$C_3H_4F_2Cl_2$	(ГХФУ-252)	16	0,005-0,04	
$C_3H_4F_3Cl$	(ГХФУ-253)	12	0,003-0,03	
$C_3H_5FCl_2$	(ГХФУ-261)	9	0,002-0,02	
$C_3H_5F_2Cl$	(ГХФУ-262)	9	0,002-0,02	
C_3H_6FCl	(ГХФУ-271)	5	0,001-0,03	

* Для целей настоящего Протокола при наличии диапазона показателей применяется самый высокий показатель в этом диапазоне. ОРС, приводимые в таблице в качестве единого показателя, определены путем расчетов на основе лабораторных измерений. Те же из них, которые выражены диапазоном показателей, основаны на оценочных данных и, как следствие, допускают значительно большие отклонения. Диапазон показателей относится к изомерной группе. При этом высокий показатель представляет собой расчетную ОРС изомера с наивысшей ОРС, а низкий показатель – расчетную ОРС изомера с низшей ОРС.

** Наиболее конкурентоспособные вещества, чьи показатели ОРС должны применяться для целей Протокола.

*** Если ИПП не указан, для вещества применяется значение по умолчанию 0, до тех пор пока не будет включено значение ИПП посредством процедуры, предусмотренной в пункте 9 а) ii) статьи 2.

Дополнить Протокол после приложения Е приложением следующего содержания:

«Приложение F: Регулируемые вещества

Группа	Вещество	Столетний потенциал глобального потепления
<i>Группа I</i>		
CHF_2CHF_2	ГФУ-134	1 100
CH_2FCF_3	ГФУ-134a	1 430
CH_2FCHF_2	ГФУ-143	353
$CHF_2CH_2CF_3$	ГФУ-245fa	1 030
$CF_3CH_2CF_2CH_3$	ГФУ-365mfc	794
CF_3CHFCF_3	ГФУ-227ea	3 220
$CH_2FCF_2CF_3$	ГФУ-236cb	1 340
CHF_2CHFCF_3	ГФУ-236ea	1 370
$CF_3CH_2CF_3$	ГФУ-236fa	9 810
$CH_2FCF_2CHF_2$	ГФУ-245ca	693
$CF_3CHFCCHF_2CF_3$	ГФУ-43-10mee	1 640
CH_2F_2	ГФУ-32	675
CHF_2CF_3	ГФУ-125	3 500
CH_3CF_3	ГФУ-143a	4 470
CH_3F	ГФУ-41	92
CH_2FCH_2F	ГФУ-152	53
CH_3CHF_2	ГФУ-152a	124
<i>Группа II</i>		
CHF_3	ГФУ-23	14 800

Статья II: Связь с Поправкой 1999 года

Никакое государство или региональная организация экономической интеграции не может сдать на хранение документ о ратификации, принятии или утверждении настоящей Поправки или присоединении к ней, если оно или она ранее или одновременно не сдали на хранение такой

документ о ратификации Поправки, принятой на одиннадцатом Совещании Сторон в Пекине 3 декабря 1999 года.

Статья III: Связь с Рамочной конвенцией Организации Объединенных Наций об изменении климата и Киотским протоколом к ней

Настоящая Поправка не преследует цели выведения гидрофторуглеродов за рамки обязательств, содержащихся в статьях 4 и 12 Рамочной конвенции Организации Объединенных Наций об изменении климата или в статьях 2, 5, 7 и 10 ее Киотского протокола.

Статья IV: Вступление в силу

1. За исключением положений пункта 2 ниже, настоящая Поправка вступает в силу 1 января 2019 года при условии сдачи на хранение не менее двадцати документов о ратификации, принятии или одобрении Поправки государствами или региональными организациями экономической интеграции, которые являются Сторонами Монреальского протокола по веществам, разрушающим озоновый слой. В случае невыполнения данного условия к указанной дате, Поправка вступает в силу на девяностый день после дня соблюдения данного условия.
2. Изменения в статье 4 «Регулирование торговли со Сторонами» Протокола, изложенные в статье I настоящей Поправки, вступают в силу 1 января 2033 года при условии сдачи на хранение не менее семидесяти документов о ратификации, принятии или одобрении Поправки государствами или региональными организациями экономической интеграции, которые являются Сторонами Монреальского протокола по веществам, разрушающим озоновый слой. В случае невыполнения данного условия к указанной дате, Поправка вступает в силу на девяностый день после дня соблюдения данного условия.
3. Для целей пунктов 1 и 2 любой такой документ, сданный на хранение региональной организацией экономической интеграции, не считается дополнительным по отношению к документам, сданным на хранение государствами – членами такой организации.
4. После вступления в силу настоящей Поправки, как предусмотрено в пунктах 1 и 2, она вступает в силу для любой другой Стороны Протокола на девяностый день с момента сдачи на хранение ее документа о ратификации, принятии или одобрении.

Статья V: Временное применение

Любая из Сторон может в любое время до вступления настоящей Поправки в силу для нее заявить, что ею будут применяться на временной основе любые из мер регулирования, предусмотренные в статье 2J, и соответствующие обязательства о представлении данных, предусмотренные в статье 7, впредь до вступления Поправки в силу.

Decisión XXVIII/1: Nueva Enmienda del Protocolo de Montreal

Aprobar, de conformidad con el procedimiento establecido en el párrafo 4 del artículo 9 del Convenio de Viena para la Protección de la Capa de Ozono, la Enmienda del Protocolo de Montreal, que figura en el anexo I del informe de la 28ª Reunión de las Partes;

Enmienda del Protocolo de Montreal relativo a las Sustancias que Agotan la Capa de Ozono

Artículo I: Enmienda

Artículo 1, párrafo 4

En el párrafo 4 del artículo 1 del Protocolo, sustitúyase:

“el anexo C o el anexo E”

por:

“el anexo C, el anexo E o el anexo F”

Artículo 2, párrafo 5

En el párrafo 5 del artículo 2 del Protocolo, sustitúyase:

“y en el artículo 2H”

por:

“y en los artículos 2H y 2J”

Artículo 2, párrafos 8 a), 9 a) y 11

En los párrafos 8 a) y 11 del artículo 2 del Protocolo, sustitúyase:

“los artículos 2A a 2I”

por:

“los artículos 2A a 2J”

Al final del apartado a) del párrafo 8 del artículo 2 del Protocolo, añádase lo siguiente:

“Todo acuerdo de esa naturaleza podrá ampliarse para que incluya las obligaciones relativas al consumo o la producción dimanantes del artículo 2J, siempre que la suma total de los niveles calculados de consumo o producción de las Partes no supere los niveles establecidos en el artículo 2J.”

En el apartado a) i) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo, después de:

“esos ajustes;”

suprímase:

“y”

Reenumérese el apartado a) ii) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo como apartado a) iii).

Después del apartado a) i) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo, añádase lo siguiente como apartado a ii):

“Se deberán efectuar ajustes en los potenciales de calentamiento atmosférico especificados en el grupo I de los anexos A, C y F, y de ser así, indicar cuáles serían esos ajustes; y”

Artículo 2J

Después del artículo 2I del Protocolo, insértese el artículo siguiente:

“Artículo 2J: Hidrofluorocarbonos

1. Cada Parte velará por que en el período de 12 meses contados a partir del 1 de enero de 2019, y en cada período sucesivo de 12 meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas del anexo F, expresado en equivalentes de CO₂, no supere el porcentaje fijado para la respectiva serie de años especificados en los apartados a) a e) indicados a continuación, de la media anual de sus niveles de consumo de las sustancias controladas del anexo F calculados para los años 2011, 2012 y 2013, más el 15% de sus niveles calculados de consumo de sustancias controladas del grupo I del anexo C calculado, como se establece en el párrafo 1 del artículo 2F, expresado en equivalentes de CO₂:

- a) 2019 a 2023: 90%
 - b) 2024 a 2028: 60%
 - c) 2029 a 2033: 30%
 - d) 2034 a 2035: 20%
 - e) 2036 y años posteriores: 15%
2. Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 1 del presente artículo, las Partes podrán decidir que una Parte velará por que en el período de 12 meses contados a partir del 1 de enero de 2020, y en adelante en cada período sucesivo de 12 meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas del anexo F, expresado en equivalentes de CO₂, no supere el porcentaje fijado para la respectiva serie de años especificados en los apartados a) a e) como se indica a continuación, de la media anual de sus niveles calculados de consumo de las sustancias controladas del anexo F para los años 2011, 2012 y 2013, más el 25% de su nivel calculado de consumo de sustancias controladas del grupo I del anexo C, como se establece en el párrafo 1 del artículo 2F, expresado en equivalentes de CO₂:
- a) 2020 a 2024: 95%
 - b) 2025 a 2028: 65%
 - c) 2029 a 2033: 30%
 - d) 2034 a 2035: 20%
 - e) 2036 y años posteriores: 15%
3. Cada Parte que produzca sustancias controladas del anexo F velará por que durante el período de 12 meses contados a partir del 1 de enero de 2019, y en cada período sucesivo de 12 meses, su nivel calculado de producción de las sustancias controladas del anexo F, expresado en equivalentes de CO₂, no supere el porcentaje fijado para la respectiva serie de años especificados en los apartados a) a e) que se indican a continuación, de la media anual de sus niveles calculados de producción de las sustancias controladas del anexo F para los años 2011, 2012 y 2013, más el 15% de su nivel calculado de producción de sustancias controladas del grupo I del anexo C, como se establece en el párrafo 2 del artículo 2F, expresado en equivalentes de CO₂:
- a) 2019 a 2023: 90%
 - b) 2024 a 2028: 60%
 - c) 2029 a 2033: 30%
 - d) 2034 a 2035: 20%
 - e) 2036 y años posteriores: 15%
4. Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 3 del presente artículo, las Partes podrán decidir que una Parte que produzca sustancias controladas del anexo F velará por que en el período de 12 meses contados a partir del 1 de enero de 2020, y en cada período sucesivo de 12 meses, su nivel calculado de producción de las sustancias controladas del anexo F, expresado en equivalentes de CO₂, no supere el porcentaje fijado para la respectiva serie de años especificados en los apartados a) a e) como se indica a continuación, de la media anual de sus niveles calculados de producción de sustancias controladas del anexo F para los años 2011, 2012 y 2013, más el 25% de su nivel calculado de producción de sustancias controladas del grupo I del anexo C, como se establece en el párrafo 2 del artículo 2F, expresado en equivalentes de CO₂:
- a) 2020 a 2024: 95%
 - b) 2025 a 2028: 65%
 - c) 2029 a 2033: 30%
 - d) 2034 a 2035: 20%
 - e) 2036 y años posteriores: 15%
5. Los párrafos 1 a 4 del presente artículo se aplicarán en la medida en que las Partes decidan permitir el nivel de producción o consumo que sea necesario para satisfacer los usos exentos que hayan acordado las Partes.

6. Cada Parte que fabrique sustancias del grupo I del anexo C o del anexo F velará por que durante el período de 12 meses contados a partir del 1 de enero de 2020, y en cada período sucesivo de 12 meses, sus emisiones de sustancias del grupo II del anexo F generadas en cada planta de producción que fabrique sustancias del grupo I del anexo C o del anexo F sean destruidas, en la medida de lo posible, utilizando la tecnología aprobada por las Partes en ese mismo período de 12 meses.
7. Cada Parte velará por que en toda destrucción de sustancias del grupo II del anexo F generadas en instalaciones que produzcan sustancias del grupo I del anexo C o del anexo F se utilicen solamente las tecnologías que aprueben las Partes.

Artículo 3

Sustitúyase el preámbulo del artículo 3 del Protocolo por lo siguiente:

“1. A los fines de los artículos 2, 2A a 2J y 5, cada Parte determinará, respecto de cada grupo de sustancias que figura en el anexo A, el anexo B, el anexo C, el anexo E o el anexo F, sus niveles calculados de:

Sustitúyase el punto y coma final del párrafo a) i) del artículo 3 del Protocolo por:

“, a menos que se especifique otra cosa en el párrafo 2;”

Al final del artículo 3 del Protocolo, añádase el siguiente texto:

“; y

d) Emisiones de sustancias del grupo II del anexo F generadas en cada instalación que produzca sustancias del grupo I del anexo C o del anexo F mediante la inclusión, entre otras cosas, de las cantidades emitidas debido a fugas de equipos, orificios de ventilación en los procesos y dispositivos de destrucción, pero excluyendo las cantidades capturadas para su uso, destrucción o almacenamiento.

2. Al calcular los niveles de producción, consumo, importación, exportación y emisión de las sustancias que figuran en el anexo F y en el grupo I del anexo C, expresados en equivalentes de CO₂, a los fines del artículo 2J, el párrafo 5 *bis* del artículo 2 y el párrafo 1 d) del artículo 3, cada Parte utilizará los potenciales de calentamiento atmosférico de esas sustancias especificados en el grupo I del anexo A y en los anexos C y F.”

Artículo 4, párrafo 1 sept

Después del párrafo 1 *sex* del artículo 4 del Protocolo, insértese el siguiente párrafo:

“1 *sept*. Tras la entrada en vigor del presente párrafo, cada Parte prohibirá la importación de las sustancias controladas del anexo F procedente de cualquier Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.”

Artículo 4, párrafo 2 sept

Después del párrafo 2 *sex* del artículo 4 del Protocolo, insértese el siguiente párrafo:

“2 *sept*. Tras la entrada en vigor del presente párrafo, cada Parte prohibirá la exportación de las sustancias controladas del anexo F a cualquier Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.”

Artículo 4, párrafos 5, 6 y 7

En los párrafos 5, 6 y 7 del artículo 4 del Protocolo, sustitúyase:

“los anexos A, B, C y E”

por:

“los anexos A, B, C, E y F”

Artículo 4, párrafo 8

En el párrafo 8 del artículo 4 del Protocolo, sustitúyase:

“los artículos 2A a 2I”

por:

“los artículos 2A a 2J”

Artículo 4B

Después del párrafo 2 del artículo 4B del Protocolo, insértese el párrafo siguiente:

“2 bis. Cada Parte establecerá y aplicará, a partir del 1 de enero de 2019 o en el plazo de tres meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente párrafo para ella, la que sea posterior, un sistema de concesión de licencias para la importación y exportación de las sustancias controladas nuevas, usadas, recicladas y regeneradas del anexo F. Toda Parte que opere al amparo del párrafo 1 del artículo 5 que decida que no está en condiciones de establecer y aplicar dicho sistema para el 1 de enero de 2019 podrá aplazar la adopción de esas medidas hasta el 1 de enero de 2021.”

Artículo 5

En el párrafo 4 del artículo 5 del Protocolo, sustitúyase:

“2I”

por:

“2J”

En los párrafos 5 y 6 del artículo 5 del Protocolo, sustitúyase:

“el artículo 2I”

por:

“los artículos 2I y 2J”

En el párrafo 5 del artículo 5 del Protocolo, antes de:

“toda medida de control”

insértese:

“con”

Después del párrafo 8 *ter* del artículo 5 del Protocolo, insértese el siguiente párrafo:

“8 *qua*

a) Toda Parte que opere al amparo del párrafo 1 del presente artículo, con sujeción a cualquier ajuste introducido en las medidas de control del artículo 2J de conformidad con el párrafo 9 del artículo 2, tendrá derecho a retrasar su cumplimiento con las medidas de control establecidas en los apartados a) a e) del párrafo 1 del artículo 2J y en los apartados a) a e) del párrafo 3 del artículo 2J y a modificar esas medidas como se indica a continuación:

- i) 2024 a 2028: 100%
- ii) 2029 a 2034: 90%
- iii) 2035 a 2039: 70%
- iv) 2040 a 2044: 50%
- v) 2045 y años posteriores: 20%

b) Sin perjuicio de lo dispuesto en el apartado a) precedente, las Partes podrán decidir que una Parte que opere al amparo del párrafo 1 del presente artículo, con sujeción a cualquier ajuste introducido en las medidas de control del artículo 2J de conformidad con el párrafo 9 del artículo 2, tendrá derecho a retrasar su cumplimiento de las medidas de control establecidas en los apartados a) a e) del párrafo 1 del artículo 2J y los apartados a) a e) del párrafo 3 del artículo 2J y a modificarlas como se indica a continuación:

- i) 2028 a 2031: 100%
- ii) 2032 a 2036: 90%
- iii) 2037 a 2041: 80%
- iv) 2042 a 2046: 70%
- v) 2047 y años posteriores: 15%

c) Cada Parte que opere al amparo del párrafo 1 del presente artículo, a los fines de cálculo de su nivel básico de consumo conforme al artículo 2J, tendrá derecho a utilizar la media de sus niveles calculados de consumo de las sustancias controladas del anexo F para los años 2020, 2021 y 2022, más el 65% de su nivel de base del consumo de sustancias controladas del grupo I del anexo C, como se estipula en el párrafo 8 *ter* del presente artículo.

d) Sin perjuicio de lo dispuesto en el apartado c) precedente, las Partes podrán decidir que, a los fines del cálculo de su nivel de base del consumo conforme al artículo 2J, una Parte que opera al amparo del párrafo 1 del presente artículo tendrá derecho a utilizar la media de sus niveles calculados de consumo de sustancias controladas del anexo F para los años 2024, 2025 y 2026, más el 65% de su nivel de base del consumo de sustancias controladas del grupo I del anexo C, como se estipula en el párrafo 8 *ter* del presente artículo.

e) Cada Parte que opere al amparo del párrafo 1 del presente artículo y produzca sustancias controladas del anexo F, a los fines de cálculo de su nivel de base de la producción conforme al artículo 2J, tendrá derecho a utilizar la media de sus niveles calculados de producción de sustancias controladas del anexo F para los años 2020, 2021 y 2022, más el 65% de su nivel de base de la producción de sustancias controladas del grupo I del anexo C, como se estipula en el párrafo 8 *ter* del presente artículo.

f) Sin perjuicio de lo dispuesto en el apartado e) precedente, las Partes podrán decidir que una Parte que opera al amparo del párrafo 1 del presente artículo y produzca las sustancias controladas del anexo F, a los fines del cálculo de su nivel de base de la producción conforme al artículo 2J, tendrá derecho a utilizar la media de sus niveles calculados de producción de las sustancias controladas del anexo F para los años 2024, 2025 y 2026, más el 65% de su nivel de base de la producción de sustancias controladas del grupo I del anexo C, como se estipula en el párrafo 8 *ter* del presente artículo.

g) Los apartados a) a f) del presente párrafo se aplicarán a los niveles calculados de producción y consumo salvo en la medida en que se aplique una exención para altas temperaturas ambiente basada en los criterios que decidan las Partes.”

Artículo 6

En el artículo 6 del Protocolo, sustitúyase:

“los artículos 2A a 2I”

por:

“los artículos 2A a 2J”

Artículo 7, párrafos 2, 3 y 3 *ter*

En el párrafo 2 del artículo 7 del Protocolo, a continuación del texto que dice “– enumeradas en el anexo E, correspondientes al año 1991”, insértese el texto siguiente:

“– en el anexo F, para los años 2011 a 2013, a menos que las Partes que operan al amparo del párrafo 1 del artículo 5 proporcionen esos datos para los años 2020 a 2022, pero las Partes que operan al amparo del párrafo 1 del artículo 5 a las que se apliquen los apartados d) y f) del párrafo 8 *qua* del artículo 5 proporcionarán esos datos en relación con los años 2024 a 2026”;

En los párrafos 2 y 3 del artículo 7 del Protocolo, sustitúyase:

“C y E”

por:

“C, E y F”

Después del párrafo 3 *bis* del artículo 7 del Protocolo, añádase el párrafo siguiente:

“3 *ter*. Cada Parte proporcionará a la Secretaría datos estadísticos de sus emisiones anuales de sustancias controladas del grupo II del anexo F, sustancias controladas por cada instalación, de conformidad con el párrafo 1 d) del artículo 3 del Protocolo.”

Artículo 7, párrafo 4

En el párrafo 4 del artículo 7, después de:

“datos estadísticos sobre” y “proporciona datos sobre”

añádase:

“producción,”

Artículo 10, párrafo 1

En el párrafo 1 del artículo 10 del Protocolo, sustitúyase:

“y el artículo 2I”

por:

“, el artículo 2I y el artículo 2J”

Al final del párrafo 1 del artículo 10 del Protocolo, insértese el siguiente texto:

“Cuando una Parte que opere al amparo del párrafo 1 del artículo 5 opte por valerse de la financiación de cualquier otro mecanismo financiero para cubrir parte de sus costos adicionales acordados, esa Parte no hará uso del mecanismo financiero establecido con arreglo al artículo 10 del presente Protocolo.”

Artículo 17

En el artículo 17 del Protocolo, sustitúyase:

“los artículos 2A a 2I”

por:

“los artículos 2A a 2J”

Anexo A

Sustitúyase el cuadro del grupo I del anexo A del Protocolo por el que figura a continuación:

Grupo	Sustancia	Potencial de agotamiento del ozono*	Potencial de calentamiento atmosférico en 100 años
<i>Grupo I</i>			
CFCl ₃	(CFC-11)	1,0	4 750
CF ₂ Cl ₂	(CFC-12)	1,0	10 900
C ₂ F ₃ Cl ₃	(CFC-113)	0,8	6 130
C ₂ F ₄ Cl ₂	(CFC-114)	1,0	10 000
C ₂ F ₅ Cl	(CFC-115)	0,6	7 370

Anexo C y anexo F

Sustitúyase el cuadro del grupo I del anexo C del Protocolo por el que figura a continuación:

Grupo	Sustancia	Número de isómeros	Potencial de agotamiento del ozono*	Potencial de calentamiento atmosférico en 100 años***
<i>Grupo I</i>				
CHFCl ₂	(HCFC-21)**	1	0,04	151
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)**	1	0,055	1 810
CH ₂ FCI	(HCFC-31)	1	0,02	
C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)	2	0,01 a 0,04	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	3	0,02 a 0,08	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)	3	0,02 a 0,06	77
CHCl ₂ CF ₃	(HCFC-123)**	—	0,02	
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)	2	0,02 a 0,04	609
CHFClCF ₃	(HCFC-124)**	—	0,022	
C ₂ H ₂ FCl ₃	(HCFC-131)	3	0,007 a 0,05	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	4	0,008 a 0,05	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	3	0,02 a 0,06	
C ₂ H ₃ FCl ₂	(HCFC-141)	3	0,005 a 0,07	
CH ₃ CFCl ₂	(HCFC-141b)**	—	0,11	725

Grupo	Sustancia	Número de isómeros	Potencial de agotamiento del ozono*	Potencial de calentamiento atmosférico en 100 años***
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	3	0,008 a 0,07	
CH ₃ CF ₂ Cl	(HCFC-142b)**	—	0,065	2 310
C ₂ H ₄ FCI	(HCFC-151)	2	0,003 a 0,005	
C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)	5	0,015 a 0,07	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	9	0,01 a 0,09	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	12	0,01 a 0,08	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	12	0,01 a 0,09	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	9	0,02 a 0,07	
CF ₃ CF ₂ CHCl ₂	(HCFC-225ca)**	—	0,025	122
CF ₂ ClCF ₂ CHClF	(HCFC-225cb)**	—	0,033	595
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	5	0,02 a 0,10	
C ₃ H ₂ FCI ₅	(HCFC-231)	9	0,05 a 0,09	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)	16	0,008 a 0,10	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)	18	0,007 a 0,23	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	16	0,01 a 0,28	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	9	0,03 a 0,52	
C ₃ H ₃ FCI ₄	(HCFC-241)	12	0,004 a 0,09	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	18	0,005 a 0,13	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	18	0,007 a 0,12	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	12	0,009 a 0,14	
C ₃ H ₄ FCI ₃	(HCFC-251)	12	0,001 a 0,01	
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	16	0,005 a 0,04	
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	12	0,003 a 0,03	
C ₃ H ₅ FCI ₂	(HCFC-261)	9	0,002 a 0,02	
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	9	0,002 a 0,02	
C ₃ H ₆ FCI	(HCFC-271)	5	0,001 a 0,03	

* Cuando se indica una gama de PAO, a los efectos del Protocolo se utilizará el valor más alto de dicha gama. Los PAO enumerados como un valor único se determinaron a partir de cálculos basados en mediciones de laboratorio. Los enumerados como una gama se basan en estimaciones y, por consiguiente, tienen un grado mayor de incertidumbre. La gama comprende un grupo isomérico. El valor superior es la estimación del PAO del isómero con el PAO más elevado, y el valor inferior es la estimación del PAO del isómero con el PAO más bajo.

** Identifica las sustancias más viables comercialmente. Los valores de PAO que las acompañan se utilizarán a los efectos del Protocolo.

*** En el caso de las sustancias para las que no se indica el PCA, se aplicará por defecto el valor 0 hasta tanto se incluya un valor de PCA mediante el procedimiento previsto en el párrafo 9 a) ii) del artículo 2.

Después del anexo E del Protocolo, añádase el anexo siguiente:

“Anexo F: Sustancias controladas

Grupo	Sustancia	Potencial de calentamiento atmosférico en 100 años
<i>Grupo I</i>		
CHF ₂ CHF ₂	HFC-134	1 100
CH ₂ FCF ₃	HFC-134a	1 430
CH ₂ FCHF ₂	HFC-143	353
CHF ₂ CH ₂ CF ₃	HFC-245fa	1 030
CF ₃ CH ₂ CF ₂ CH ₃	HFC-365mfc	794
CF ₃ CHFCF ₃	HFC-227ea	3 220
CH ₂ FCF ₂ CF ₃	HFC-236cb	1 340
CHF ₂ CHFCF ₃	HFC-236ea	1 370

Grupo	Sustancia	Potencial de calentamiento atmosférico en 100 años
CF ₃ CH ₂ CF ₃	HFC-236fa	9 810
CH ₂ FCF ₂ CHF ₂	HFC-245ca	693
CF ₃ CHFCHFCF ₂ CF ₃	HFC-43-10mee	1 640
CH ₂ F ₂	HFC-32	675
CHF ₂ CF ₃	HFC-125	3 500
CH ₃ CF ₃	HFC-143a	4 470
CH ₃ F	HFC-41	92
CH ₂ FCH ₂ F	HFC-152	53
CH ₃ CHF ₂	HFC-152a	124
<i>Grupo II</i>		
CHF ₃	HFC-23	14 800

Artículo II: Relación con la Enmienda de 1999

Ningún Estado u organización de integración económica regional podrá depositar un instrumento de ratificación, aceptación o aprobación o adhesión a esta Enmienda a menos que, con anterioridad o simultáneamente, haya depositado tal instrumento a la Enmienda adoptada en la 11ª Reunión de los Partes en Beijing, celebrada el 3 de diciembre de 1999.

Artículo III: Relación con la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático y su Protocolo de Kyoto

La finalidad de la presente Enmienda no es exceptuar los hidrofluorocarbonos del ámbito de los compromisos que figuran en los artículos 4 y 12 de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático y en los artículos 2, 5, 7 y 10 de su Protocolo de Kyoto.

Artículo IV: Entrada en vigor

1. Con excepción de lo indicado en el párrafo 2 a continuación, la presente Enmienda entrará en vigor el 1 de enero de 2019, a condición de que al menos 20 instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación de la Enmienda hayan sido depositados por Estados u organizaciones de integración económica regional que sean Partes en el Protocolo de Montreal relativo a las Sustancias que Agotan la Capa de Ozono. En caso de que para esa fecha no se haya cumplido esta condición, la Enmienda entrará en vigor al nonagésimo día posterior a la fecha en que se haya cumplido.
2. Los cambios en el artículo 4 del Protocolo, Control del comercio con Estados que no sean Partes, que se estipulan en el artículo I de la presente Enmienda entrarán en vigor el 1 de enero de 2033, siempre y cuando los Estados o las organizaciones de integración económica regional que son Partes en el Protocolo de Montreal relativo a las Sustancias que Agotan la Capa de Ozono hayan depositado al menos 70 instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación de la Enmienda. En caso de que para esa fecha no se haya cumplido esta condición, la Enmienda entrará en vigor al nonagésimo día posterior a la fecha en que se haya cumplido.
3. A los efectos de los párrafos 1 y 2, ningún instrumento de esa índole depositado por una organización de integración económica regional se contará como adicional a los depositados por los Estados miembros de esa organización.
4. Tras la entrada en vigor de la presente Enmienda, como está previsto en los párrafos 1 y 2, la Enmienda entrará en vigor para cualquier otra Parte en el Protocolo el nonagésimo día posterior a la fecha del depósito de su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación.

Artículo V: Aplicación provisional

Cualquier Parte, en cualquier momento antes de la entrada en vigor de la presente Enmienda para ella, podrá declarar que aplicará con carácter provisional cualesquiera de las medidas de control estipuladas en el artículo 2J y las obligaciones correspondientes en materia de presentación de informes con arreglo al artículo 7, en espera de dicha entrada en vigor.”

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment adopted on 15 October 2016 at the Twenty-Eighth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held in Kigali, Rwanda, from 10 to 15 October 2016.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de l'Amendement adopté le 15 octobre 2016 à la vingt-huitième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue à Kigali, Rwanda, du 10 au 15 octobre 2016.

For the Secretary-General,
The Under-Secretary-General
for Legal Affairs and
United Nations Legal Counsel

Pour le Secrétaire général,
Le Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques et Conseiller
juridique des Nations Unies



Miguel de Serpa Soares

United Nations
New York, 18 November 2016

Organisation des Nations Unies
New York, le 18 novembre 2016